

lip: la victoire est proche!

# tribune

## socialiste



petits commerçants

consommateurs



# LE PIEGE DES CORPORATISMES



# chapitre 32 : où le lecteur s'aperçoit qu'il est parfois des "irresponsables" qui peuvent avoir de bonnes raisons de l'être...

de la discuter. Mais il suffit de rappeler simplement quelques phrases de cet article du « Monde » pour comprendre l'enjeu :

1 - « L'objectif serait en effet non seulement d'assurer la reprise du département horloger de Lip, mais de prévoir une extension du secteur des équipements civils et militaires et le développement d'ateliers de mécanique de précision, complémentaires aux autres branches de l'entreprise. A terme la firme devrait, pense-t-on, offrir autant, sinon plus d'emplois que par le passé... ».

2 - « On aura remarqué que le dispositif envisagé permet d'éviter le démantèlement de l'usine, puisque ce serait le même groupe qui reprendrait toute l'affaire (à l'exception de l'usine de machine-outil d'Ornans, qui a toujours, de l'avis général, constitué un cas à part).

3 - « Le dossier social serait ouvert aussitôt l'accord de principe donné par les Pouvoirs publics ». Il s'agit, avec « l'ensemble des organisations syndicales » de « rechercher avec elles comment assurer le réemploi de tous les travailleurs de Palente ».

Pas de démantèlement, pas de licenciements. Vous n'avez pas entendu dire cela quelque part, par hasard ?

Mais lorsque la CFDT de Lip, sur la foi d'un dossier extrêmement solide, avait affirmé que non seulement le réemploi de tous était possible, mais qu'il était aussi nécessaire d'embaucher du personnel pour permettre la promotion de Lip, on avait ricané, on s'était esclaffé

et la presse en chœur avait pris pitié de ces pauvres leaders syndicaux, sans doute généreux, mais tellement incompetents !...

Mais lorsque les travailleurs de Lip avaient expliqué que le problème du licenciement était lié à celui du démantèlement, nous avons entendu se gausser tous les prétendus experts économiques du Gouvernement et d'ailleurs...

Mais lorsque Edmond Maire, au lendemain du vote de l'Assemblée des travailleurs refusant le plan Giraud avait affirmé : « Si j'avais été à leur place, j'aurais voté comme eux. Il y aura une solution industrielle à Lip », les journalistes présents s'étaient demandé si le secrétaire général de la CFDT n'était pas soudain devenu fou ou irresponsable...

Mais lorsque notre grand légionnaire s'était écrié « Lip c'est fini », il ne s'est pas élevé une voix dans la grande presse, même de gauche, pour expliquer que l'attitude du Premier Ministre n'était qu'un coup de bluff, ou la preuve de son incompetence...

Dans ce combat particulièrement difficile, le PSU et la CFDT ont été les seuls non seulement à soutenir les travailleurs de Lip jusqu'au bout, mais surtout à chercher les voies d'une réelle solution. Malgré l'attitude des autres forces politiques et syndicales, qui ont douté du sens de la lutte, nous n'avons cessé de tout faire pour recréer les conditions de l'unité. Car tous ceux qui ne cherchaient pas seulement à exploiter le conflit aux fins de récupérations politiques savent bien que la condition déterminante d'une

négociation victorieuse est le maintien ou la recréation de l'unité syndicale. La stratégie ouvrière nouvelle qui s'est ébauchée au cours de ces dernières années, celle du contrôle ouvrier, doit, pour être pleinement crédible, pouvoir conduire les travailleurs à la victoire. C'est ce que n'ont pas encore compris nombre de nos camarades d'extrême-gauche qui, ces dernières semaines, passaient leur temps à nous donner des leçons, ainsi qu'à la CFDT.

Pouvait-on croire sérieusement que les deux organisations qui ont le plus fait pour soutenir et développer la lutte des Lip prenaient leur parti du blocage patronal et gouvernemental ? « Le Monde » confirme aujourd'hui ce qui fut constamment leur analyse.

Pouvait-on penser sérieusement que les travailleurs de Lip et particulièrement les Vittot, les Burgy, les Piaget étaient prêts à jouer avec l'emploi de centaines de travailleurs pour la simple satisfaction de mener une « lutte exemplaire » ?

Pouvait-on penser sérieusement que si le PSU a tout fait pour que soit maintenue l'unité ouvrière et syndicale dans ce conflit, c'était, comme le croient nos camarades de « Rouge », parce que nous sommes incapables de faire preuve d'autonomie et d'initiative ?

Aujourd'hui, les choix sont clairs. C'est au Gouvernement de décider s'il veut encore bloquer une solution cohérente sur le plan industriel. Qu'il sache que s'il voulait à tout prix choisir la voie de la vengeance politique, il y a des hommes et des forces dans ce pays qui sont prêts à aller très loin et à dire beaucoup... beaucoup de choses.

Gérard FERAN ■

**M**ARDI 20 novembre, 16 heures. Dans sa première édition, en dernière page, « Le Monde » titre sur trois colonnes : « Au huitième mois du conflit, une solution pour la relance de Lip est soumise aux Pouvoirs publics par un groupe d'industriels français ». Cette solution, nous n'avons pas le temps maintenant de la détailler et

**tribune**  
PSU socialiste

Directeur politique : Gérard FERAN.  
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.  
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.  
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Irène CHARAMANDE - Françoise CLAIRE - René LANARCHE - Daniel LENEGRE - Alain RANNOU. Photos : AFP (2, 4, 10, 12) J.N. Darde/Fotolib (11) - P. LEBRUN (1, 7, 9) - D.R. (9) - Gilles GUERIN (1). - Dessin : BAROU (4).

Publicité : Régle-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37  
9, rue Borromée - 75015 PARIS  
Publicité : Régle Information  
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.  
S.A. Imprimerie Editions Morlamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

40 F pour un an de TS,  
c'est donné.

## Calendrier politique

● 22 Novembre, à Paris 13<sup>e</sup>. — Cinéma Le Vezelay, rue Martin-Bernard. Meeting-Débat sur le Chili.

● 24 - 25 Novembre, à CRETEIL (94) — M.J.C.C., 100, rue Juliette-Savar : Weekend sur l'Information. Film-Débat.

● 30 Novembre à HERBLAY (95). — M.J.C. chemin de Montigny, 20 h 30 : l'Energie nucléaire, pourquoi faire ? Avec Brice LALONDE, des Amis de la Terre. Soirée commune Plaisir de Connaître - M.J.C.

● 1<sup>er</sup> Décembre, aux MUREAUX (78). Salle Notre-Dame des Neiges, de 16 h à 22 h, Journée Lip (UD-CFDT, PSU, CLAS, Col-act-cult. du Val-de-Seine, groupes TC). Garderie d'enfants.

## Calendrier culturel

● à la Cartoucherie de Vincennes, du 8 novembre au 5 décembre, le Théâtre du Chêne Noir joue « Miss Madona » — tous les jours, sauf le lundi — 20 h 30 — tél. 808-87-63.

● au Café d'Edgar, 58, boulevard E.-Quinet — Paris-14<sup>e</sup>, jusqu'au 30 novembre, la Cie Hubert Jappelle présente « Fin de Partie » de Samuel Beckett — tous les jours, sauf dimanche et lundi — 22 h — tél. 326-16-38. (Cf. TS n° 585. 8 août).

● et bien sûr, on vous rappelle « J'ai confiance en la justice de mon pays » au Théâtre Mouffetard — tous les jours 20 h 30, sauf lundi, dimanche 15 h 30 — tél. 336-02-87 (Cf. TS 594).

**LIBAIR**

**WEEK-END**

SPECIAL  
COMITES D'ENTREPRISES  
**SKI**

**ETRANGER**

**FRANCE**

VACANCES  
VOYAGES  
LOISIRS

17 rue de Turbigo  
PARIS 75002  
Tél. 231.97.94  
Ag. voyage LIC. A. 669  
R.C. Paris 73 B 188

Dans les ALPES moins de 200 Frs  
Au MONT DORE  
Une semaine à SAMOENS.....505 Frs

NEW - YORK ou PRAGUE  
999 Frs 555 Frs  
(LONDRES - HOLLANDE - TUNISIE...)

ALSACE - BOURGOGNE - VALLEE du RHONE -  
LA MER...  
de 52 à 255 Frs

et tous voyages « sur mesure » adaptés à vos projets

Nous désirons recevoir :

○ votre documentation

○ votre visite

Comité d'Entreprise.....

Nom du responsable.....

Adresse.....

Téléphone.....

# la course à l'Europe

**T**ANDIS qu'il laissait les Français s'engluer dans la grève des commerçants et une hausse des prix de plus en plus rapide, le Président Pompidou prenait de la hauteur : il se posait en unificateur européen, en prenant l'initiative de réunir un « sommet au coin du feu » le 15 décembre, d'organiser des rencontres régulières de chefs d'Etats, de prévoir l'institution d'un porte-parole européen unique dans toutes les négociations ou toutes les prises de positions dans lesquelles l'Europe serait engagée. Plus récemment, se rendant en Angleterre pour rencontrer M. Heath, il évoquait les possibilités, sinon la nécessité, d'une défense extérieure commune européenne.

## des alliés surprenants

Les raisons de cette soudaine bonne volonté européenne, confirmée par le triomphe fait à Chaban lors des assises de l'UDR à Nantes ce week-end - Chaban avait proposé la motion d'un véritable exécutif européen - peuvent, à bien des égards, paraître obscures et tortueuses, s'agissant d'un homme se disant gaulliste, que devrait avoir échaudé un référendum raté sur l'Europe (mars 1972) et un sommet européen ayant accouché d'une souris (octobre 1972).

Pourtant, faire de 1973 « l'année de l'Europe » semble être devenu l'une des préoccupations dominantes du régime : il est vrai que sur ce terrain, il rencontre de surprenants alliés (allant de certains gaullistes « orthodoxes » aux socialistes) et qu'il a tout intérêt à détourner l'attention du cloaque hexagonal où pataugent, dans un grand bruit de profits scandaleux, les responsables de l'inflation où qu'ils se situent : du patronat au gouvernement, en passant par les circuits de distribution et leurs pléthoriques « intermédiaires ».

Par ailleurs, ce régime en difficulté avec sa base électorale (les petits commerçants) a bien besoin de brandir devant l'opinion un projet politique quelconque : un « grand dessein » : ce sera l'Europe (de préférence contre la menace américaine, c'est-à-dire un projet « négatif ») pour ressouder autour du Président l'unité nationale et gommer, si possible, les clivages dans sa majorité.

M. Pompidou prend le danger américain au sérieux : l'offensive du dollar, qui se raffermirait, menace sérieusement l'équilibre monétaire en Europe. Les prétentions commerciales américaines peuvent porter un coup très dur à certains secteurs industriels, en France notamment. La redistribution des rôles en matière de défense européenne, que Henry Kissinger souhaitait il n'y a pas si longtemps, fera peser de lourdes charges sur les budgets des Etats en même temps qu'elle laisse les plus anticommunistes que lui un peu démunis face à « l'éternelle » menace soviétique.

Dès lors, M. Pompidou souhaite garder le contrôle politique de la négociation avec les Etats-Unis, à qui il a donné récemment suffisamment de gages de bonne volonté. L'attente européenne, l'apparition d'une « person-

nalité européenne » pourraient être un levier sérieux dans la négociation. Même si elles ne correspondent à aucune donnée concrète : les « politiques communes » de la CEE n'ont jamais autant marqué leur vacuité et le prochain « Conseil social » de Bruxelles (10/11 décembre) montrera que l'Europe sociale, qui devait accompagner « l'union économique et monétaire » et peut-être la faire accepter, n'a pas avancé d'un pouce. Les récentes décisions des 9 sur le pétrole ne peuvent masquer les profondes divisions et les contradictions qui se font jour au sein des pays capitalistes européens. Le « déchirement » hollandais est à cet égard significatif.

Si les décisions prises par M. Pompidou n'ont donc pas surpris, l'initiative brutale de François Mitterrand vis-à-vis de son propre parti a paru, à beaucoup d'égards, incongrue. Passons sur l'aspect de fuite en avant que revêt le choix de mettre sur la place publique les différends à l'intérieur du PS, faute de parvenir à les régler entre militants : à tout le moins, le débat sur l'Europe - effectivement fondamental pour la gauche - n'est pas mûr au PS et l'on peut douter qu'il parvienne à maturité en tapant du poing sur la table seulement. D'autant plus que l'option qui se dessine en filigrane : faire l'Europe avant le socialisme, n'a rien d'enthousiasmant et ne répond pas aux nécessités de la période qui sont celles de la lutte contre les mastodontes internationaux qui ont jusqu'ici seuls profité du marché commun.

Mais tout cela fait partie d'une tactique actuellement très prisée des leaders de formations politiques : celle qui consiste à prendre de la hauteur, à acquérir une « image internationale ». Une tonalité « cabinet fantôme » en quelque sorte, à laquelle François Mitterrand est plus habitué que Georges Marchais. Comme si le régime avait jeté ses derniers feux et que l'enterrement s'annonçait, on voit s'avancer le cortège des futurs hommes d'Etat.

## à hue et à dia

François Mitterrand rencontre Willy Brandt et joue les bons offices auprès de Golda Meir comme Pompidou rencontre Edouard Heath et joue les conciliateurs avec les pays arabes. Le parallélisme de la démarche a quelque chose de fascinant : c'est la coupe à la « meilleure Europe » qui est lancée. Sans doute aussi la course au pouvoir, mais le come-back de Chaban devrait faire réfléchir ceux qui auraient enterré l'UDR trop vite : le capitalisme est susceptible de renouvellement.

Dans cette course, le Parti Communiste est pris à contre-pied : l'esclandre de Mitterrand gomme l'acquit, même limité, du programme commun sur ce point. Le programme commun se révèle inopérant sur une question vitale. La gauche tire à hue et à dia. Sur le Proche-Orient, les mêmes constatations peuvent être faites.

Dès lors, il devient urgent de redire combien l'objectif d'une Europe des travailleurs

est essentiel : directement opposée aux priorités capitalistes, une telle Europe pourrait seule se définir sur une volonté politique propre d'agir sur l'événement et de faire progresser le socialisme - plutôt que la seule construction européenne, sans préciser à quelles fins - par exemple en redéfinissant nos relations avec les pays du tiers monde engagés dans la voie d'un développement autonome et en leur apportant son soutien effectif ou en établissant de nouvelles normes de croissance, en particulier dans le domaine énergétique. Nul doute aussi qu'une Europe socialiste aurait abordé autrement - à partir de positions de classes - le conflit au Proche-Orient et la question du pétrole.

## les vraies échéances

Cependant, encore une fois, l'Europe des travailleurs ne naîtra pas des contacts « au plus haut niveau » entre chefs d'Etats ou leaders de partis, mais des luttes assumées quotidiennement sur le lieu de travail, le cadre de vie, par les travailleurs européens en étroite liaison les uns avec les autres et par-delà les frontières. Ce sera le cas, en particulier, des combats menés sur les entreprises multinationales qui étendent leur réseau diviseur en Europe, opposant les travailleurs les uns aux autres : il faut au contraire en faire un élément d'unification et de jonction des luttes avant qu'il soit trop tard pour lutter contre la puissance de ces firmes. Pour cela, il importe que soient retirés aux gouvernements conservateurs en Europe, leur pouvoir d'appréciation concernant l'activité des étrangers sur les territoires nationaux : luttes contre le droit d'expulsion, obtenir l'égalité complète des droits politiques et sociaux pour tous les travailleurs sur le sol de la communauté, créer un statut unique du travailleur européen sur des objectifs urgents et des préalables : que les idées et les militants circulent, et pas seulement les capitaux.

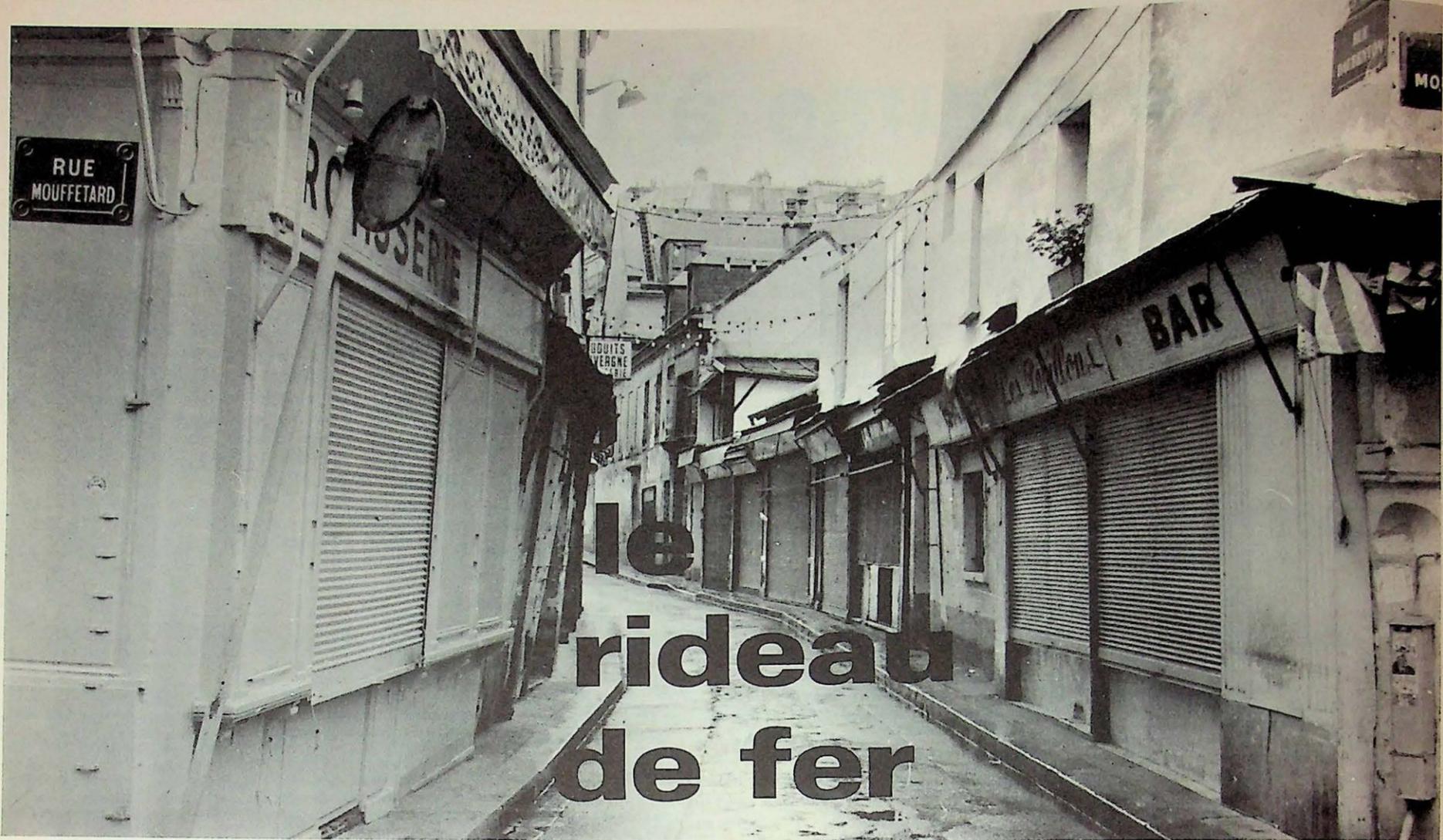
Ce sont là les vraies échéances sur l'Europe. Comme est un vrai problème le maintien du seuil minimum d'indépendance technologique à l'égard des firmes étrangères qu'un gouvernement socialiste aurait à assumer en cas de prise du pouvoir.

Mais de ces questions vraies, personne ne parle vraiment. Pourtant, à échéance de 20 ans, il peut être trop tard. Trop tard pour le socialisme, trop tard pour l'Europe. La course qui se déroule en ce moment est une course à reculons. Indiscutablement, cela arrange certains. Mais il serait tragique que la gauche choisisse cette voie des illusions.

Nous nous emploierons à ce que le débat s'ouvre sur ce point capital et à ce que les forces progressistes de ce pays prennent en compte l'Europe des travailleurs, qui n'est pas celle des Trans Europ Express et des tapis verts, mais celle des collectivités d'hommes qui souffrent de voir leur destin accaparé par les divisions séculaires des Etats, et l'étouffement progressif que leur imposent les firmes multinationales.

Daniel LÉNEGRE ■

**Un abonné nouveau par militant : ce n'est pas un souhait, ce n'est pas un conseil, c'est un mot d'ordre!**



## le rideau de fer

Ainsi donc, tout le monde il est mécontent, tout le monde il est en lutte. De l'O.S. au petit industriel en passant par le petit commerçant, et le consommateur - cette dernière catégorie étant par définition la plus largement répandue. Et si tout le monde il est mécontent, tout le monde il devrait se retrouver au coude à coude derrière la grande bannière du programme commun, contre l'ennemi commun, sur les bases du plus petit dénominateur commun.

C'est, semble-t-il, le rêve du parti communiste, tel qu'il ressort de la lecture quotidienne de « L'Humanité ». Faut-il préciser que le P.S.U. n'a pas tout à fait la même notion des choses ?

**A** PREMIERE vue, la situation actuelle, dans la France de Pompidou, peut sembler en effet favorable au grand rassemblement anti-monopoliste contre le Pouvoir, qui semble être resté la machine de guerre privilégiée des signataires du Programme Commun. De Fauchon à Nicoud, en passant par Gingembre, tous ensemble contre la vie chère. Comment ne pas voir que cet amalgame douteux conduit tête baissée dans le piège des corporatismes ? Comment penser que la voie du socialisme passe par cette addition des mécontentements contradictoires ?

La loi Royer, scandaleuse à tous égards, redonne vigueur au corporatisme des boulangers, lesquels s'enflamment à l'annonce des mesures de taxation, et découvrent le bâton que cachait la carotte. Un nouveau corporatisme se crée en contre-coup : celui des consommateurs qui, en appelant au boycott des commerçants-grévistes, semblent du coup se retrouver aux côtés des grossistes et des magnats de la grande surface !

### confusion générale

Le Pouvoir lui, compte les points, et contribue à amplifier la confusion par une campagne sur les ondes sans précédent à l'adresse desdits consommateurs...

La responsabilité de tous ceux qui, dans ce pays, se réclament du socialisme paraît donc claire : il ne peut être question, en aucun cas, de participer à cette confusion générale. Il ne peut y avoir d'autre attitude que celle qui consiste à définir de façon nette une position de classe, c'est-à-dire appuyée sur les intérêts des travailleurs. L'accord signé en commun par les syndicats et partis de gauche pour lutter contre l'inflation va sans ambiguïté dans ce sens : qu'il s'agisse de la défense de l'emploi, des bas salaires, du contrôle des profits, du rôle des firmes multinationales, il est clairement anticapitaliste et ne peut servir à cautionner ce grand rassemblement que le PCF appelle de ses vœux.

Le texte complète les propositions propres du PSU (TS 596) qui souligne notamment que « tous les Français ne sont pas également frappés par la hausse des prix » et que « l'inflation appauvrit les pauvres et enrichit les riches ». Qui met aussi l'accent sur « l'amoindrissement de la qualité et parfois même de la quantité » des produits, sur « la détérioration de leur valeur d'usage » et sur les « inégalités créées par l'habitat moderne » qu'accentue le système de distribution en vigueur.

Et qui, au-delà de la revendication de l'échelle mobile des salaires, dont l'établissement à partir d'un indice des prix unique contribuerait encore à accroître les écarts, réclame l'établissement « d'indices réels du coût de la vie sous la forme de plusieurs indices significatifs, liés à des budgets réels établis sous le contrôle des travailleurs et des consommateurs » et tenant compte « des nombreuses inégalités sociales ou régionales ».

### la leçon du poujadisme

C'est donc, pensons-nous, à la classe ouvrière de définir ses objectifs, les autres couches sociales ayant à se définir elles-mêmes par rapport à elle. Il faut une singulière myopie pour discerner une belle démarche dans le mouvement actuel des petits commerçants !

Ceux qui lèvent l'étendard de la révolte contre le capitalisme moderne, et pour la défense du capitalisme archaïque en voie de disparition, ont-ils quelque chose à faire dans le camp de ceux qui se battent pour l'édification d'une société socialiste ? Nous ne le pensons pas.

Et même en se situant dans une perspective électoraliste, comment ne pas voir

que leur anti-communisme viscéral les empêchera toujours de rejoindre ce camp ? Le choix — au moment du bulletin de vote — ne se fera peut-être plus en faveur de l'UDR ; il ne se fera pas pour autant en faveur de la gauche : c'est la leçon du poujadisme en 1956.

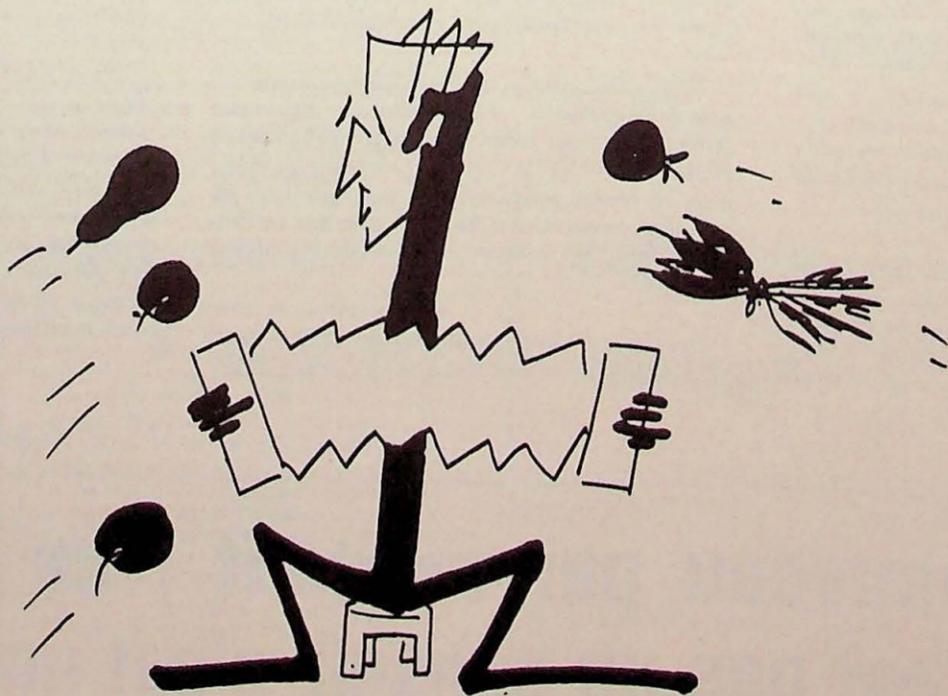
En revanche, une prise de conscience pourrait se faire qui amène une partie de ces couches menacées de disparition à faire leur jonction avec les travailleurs en lutte et avec les petits paysans paupérisés : elle ne peut se faire que dans la perception claire de l'ennemi commun, qui est le capitalisme. Et sur des thèmes clairs : la préservation de l'outil de travail, le droit à un salaire et des conditions de vie décentes.

Les organisations de consommateurs ont — elles aussi — à clarifier leurs positions et à s'expliquer sur le sens qu'elles donnent à leurs mots d'ordre. C'est ce que fait cette semaine, pour TS, le secrétaire national de la CNAFF.

On ne livrera pas bataille dans la confusion. L'unité nécessaire passe par la définition claire des bases du combat. C'est le rôle du PSU de participer à cette unité et de veiller à cette clarté.

Le chemin est certes plus étroit que la voie royale du grand rassemblement anti-monopoliste. Il a l'avantage de ne pas conduire à l'impasse des corporatismes.

Alain RANNOU ■



## consommateurs ou consommateurs

**L**ES associations de consommateurs ont commencé à apparaître en France il y a une vingtaine d'années. Mais leur développement est beaucoup plus récent, ayant suivi l'évolution du commerce de détail. A l'apreté des requins du capitalisme montrant leurs dents dans de monstrueux sourires publicitaires, a répondu la détermination de groupements en passe à une radicalisation croissante.

133 abonnés nouveaux  
cette semaine. Ça marche,  
mais ça devrait courir !

# la CNAPF :

## "mettre le pouvoir en accusation"

Paris, jeudi, c'était le Santiago des derniers jours de l'Unité populaire, quand les boutiquiers avaient clairement exprimé leur choix de classe en baissant rideau. Mais ici, avec la confusion idéologique en prime, celle des périodes de crise larvée où ça se remet à puer le poujadisme, cet avant-goût de fascisme. Dans ce pays « gouverné » par des boutiquiers à la petite semaine, au profit des plus gros d'entre eux, les hérauts des classes moyennes se remontent du col. C'est la revanche des Nicoud, des Gingembre, des Royer, dans un de ces feux de paille qui ravivent la panique dans la majorité : Chirac, ministre de l'Agriculture, reçoit les commerçants ; Pompidou, lui, déjeune avec... les leaders paysans ; quant à Giscard, qui n'aime guère le plancher des vaches, il inaugure une foire du grand commerce, en Malaisie — noblesse oblige.

ENFIN de leur côté, et à peine moins désemparées, les organisations de consommateurs se jettent dans la bagarre, en ordre dispersé : la plupart d'entre elles demandent à leurs adhérents de modérer leurs achats ou même, carrément, de boycotter les commerçants grévistes ou certains produits. Ce ne sont pas les grandes surfaces qui s'en plaignent ! Le nœud de contradictions est donc bien serré. Nous avons demandé à la CNAPF (Confédération nationale des associations populaires des familles) — qui regroupe 52 000 familles — quelques éclaircissements. Son secrétaire national, Louis Caul-Futy, répond.

● Vous vous êtes ralliés au boycott. En fonction de quelle analyse de cette grève des commerçants avez-vous pris une telle décision ?

— Il faut que les choses soient bien claires : l'initiative que nous prenons n'est pas une réponse au coup pour coup à la grève d'aujourd'hui. Les commerçants ont engagé cette forme d'action, c'est leur droit, même si les consommateurs n'en sont pas heureux ; mais il faut dire que, suite à leur succès concrétisé par la loi-Royer, ils se croient un peu tout permis. Notre objectif à nous, c'est très précisément de mettre en accusation le pouvoir et son incapacité totale à maîtriser l'inflation.

● Que pensez-vous des mesures de Giscard ?

— Elles sont absolument inefficaces, pour au moins trois raisons. Premièrement, elles ne s'accompagnent pas d'un dispositif législatif, juridique et administratif de contrôle qui permette de les rendre applicables. Par exemple, dans la boucherie, le système conventionnel est absolument inopérant. Deuxième raison : ces mesures ne s'accompagnent pas de possibilités con-

crètes données aux consommateurs et à leurs organisations de contrôler si elles sont appliquées ou pas. Troisièmement : il s'agit de mesures de surface qui, en aucune façon, ne s'attaquent aux causes fondamentales de l'inflation.

● Alors, que souhaitez-vous, aux APF ?

— D'abord au niveau du contrôle, appliquer le double étiquetage : sur chaque produit serait indiqué le montant du prix d'achat et celui du prix de vente. D'autre part, nous demandons, et cela depuis longtemps, la réduction et même la suppression sur certains produits de consommation courante de la TVA. D'une façon plus fondamentale, nous disons que le pouvoir ne peut s'attaquer réellement à l'inflation car ce qui est en cause, c'est la recherche systématique du profit par tous les moyens. On ne le voit donc pas beaucoup prendre de mesures tendant à contrôler l'accumulation du capital ou les dividendes des actionnaires, par exemple.

● Dans le communiqué que vous nous avez fait parvenir et que nous publions ci-dessous, vous vous référez en effet à la notion de profit et même à la lutte des classes. D'où vient cette radicalisation ?

— Il y a un mouvement de fond dans les APF depuis quelques années et un tournant caractéristique a été pris depuis mai 68. C'est cela que nous exprimons, cette vague certaine de radicalisation. Les familles que nous regroupons sont réellement populaires, situées entre le manoeuvre et le petit cadre moyen.

● Sans nous étendre trop sur vos modes d'intervention et pour nous en

tenir à la consommation, avez-vous mis sur pied des centrales d'achat ?

— Depuis longtemps, les APF ont fait des achats groupés. Ça dure encore, avec des avantages et des inconvénients. Avantages pour rassembler assez facilement des personnes. C'est un peu la carotte ; il y a effectivement des avantages financiers réels en réduisant les circuits de distribution. Inconvénients : à partir du moment où ça prend une certaine ampleur, on y dépense une grosse énergie et les militants engagés là-dedans risquent d'en faire leur action prioritaire, sinon exclusive.

● La semaine dernière, les APF et le PSU ont réalisé ensemble l'opération « étiquettes » dans les grandes surfaces. Nous en avons longuement parlé dans TS ; rappelons seulement qu'au-delà de ses suites juridiques hypothétiques, il s'agissait de faire progresser l'idée du contrôle populaire sur la consommation. On peut prévoir d'autres étapes dans ce combat...

— Oui. Il faut saisir la situation sociale actuelle ; on aurait tort de rater le coche en ne mobilisant pas les consommateurs dans le cadre d'un rassemblement de classe. Pas n'importe comment ni dans n'importe quelles conditions. A partir de là, il faut faire une percée sur des objectifs immédiats qui pourraient être, par exemple, à l'origine d'un projet de loi sur le double étiquetage. Même chose pour la

TVA. Et puis, par-delà cette mobilisation actuelle sur le boycott, il faut développer une campagne d'information, au niveau d'un certain nombre d'organisations, sur les causes réelles de l'augmentation du coût de la vie : dire aux gens ce qu'est réellement l'inflation.

● Le front des associations de consommateurs paraît bien ébranlé aujourd'hui...

— Pour un certain nombre d'entre elles, très peu en fait, on peut regretter qu'elles ne nous suivent pas. Pour les autres, ce n'est pas étonnant compte tenu de leur nature et ce n'est pas préoccupant. Au contraire, même, car ça peut aller dans le sens d'une clarification. Mon regret vient plutôt du manque de résonance qu'ont eu nos propositions auprès d'organisations politiques de gauche et des syndicats. Mais nous avons dit notre accord complet avec la déclaration des sept sur la vie chère ; nous avons aussi fait un communiqué avec la CFDT relevant notre identité de vue sur un certain nombre d'analyses de la situation actuelle. Pour en revenir aux organisations de consommateurs, on peut les différencier de plusieurs manières, notamment par le fait qu'elles ont ou non des militants engagés directement sur le terrain, alors que certaines s'appuient uniquement sur leur publication. Il y a un autre type de distinction qui consiste à dire que les consommateurs ne sont pas une classe sociale ; en fait, ceux qui sont pénalisés au niveau de la consommation, c'est ceux-là même qui ont de la peine à produire, ceux qui ne produisent que pour consommer.

● Vous avez modulé votre consigne de boycott...

● Oui, nous ne voulons pas, comme je l'ai déjà dit, situer le problème actuel au seul niveau des commerçants, ce qui reviendrait à apporter de l'eau au moulin du gouvernement. Notre opération « 3-6-9 » : à partir du 1<sup>er</sup> décembre, nous appelons les consommateurs à boycotter la viande pendant trois jours, les fruits pendant six jours et l'eau minérale pendant neuf jours et ainsi de suite. Il s'agit de trois denrées particulièrement significatives illustrant, pour les deux premières, l'incohérence de la vie politique agricole et, pour l'eau minérale, la pratique de prix sans mesure avec le coût réel du produit.

Propos recueillis par Gérard BOREL. ■

un volume 135 x 210, 300 pages

20 F

Philippe BRACHET

## L'ÉTAT PATRON : THÉORIES et RÉALITÉS

(le rôle des entreprises publiques, en France, depuis la libération)

préface du Pr. Hubert BROCHIER

ÉDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75075 Paris — C. C. P. 19 706 28 Paris

## ateurs ommés ?

A cet égard, l'évolution d'un groupement comme la CNAPF (Confédération nationale des associations populaires familiales) est des plus significatives ainsi que le montre un communiqué concernant les récentes mesures de taxation : « Ces mesures, dit la CNAPF, ne sont qu'un simple coup de frein limité et momentané à l'escalade scandaleuse des prix que les clubs de consommateurs APF dénoncent inlassablement.

Cette initiative, à caractère psychologique se situe dans la logique d'un système qui, favorisant l'inflation, intervient périodiquement pour en limiter les conséquences dont la plus évidente, est actuellement le danger d'un profond déséquilibre social.

« La CNAPF enregistre donc ces mesures, mais en suspecte l'efficacité immédiate comme à long terme. En effet, dans l'immédiat, le pouvoir n'est pas en mesure de vérifier l'application des dispositions qu'il prend puisqu'elles ne sont pas accompagnées d'un renforcement du dispositif de contrôle actuel, ni des sanctions qui s'y rattachent. Elles ne s'accompagnent pas davantage d'un pouvoir effectif de contrôle par les consommateurs. Ces mesures seront donc, comme les précédentes — les clubs de consommateurs en ont fait la preuve à chaque fois — vouées à un échec certain.

« A long terme également, elles seront totalement inopérantes dans une lutte contre l'inflation, puisqu'elles ne s'attaquent à aucune de ses causes profondes, dont la plus fondamentale est la recherche systématique du profit. L'inflation continuera donc de plus belle, après une légère période de piétinement.

« La CNAPF considère qu'il est temps de faire la preuve que les consommateurs ne veulent plus tolérer cet état de fait. Face à cette situation, et au-delà de l'action permanente de ses clubs de consommateurs, elle envisage donc de les mobiliser, éventuellement avec d'autres partenaires, sur une ac-

tion-choc rassemblant tous ceux qui ont conscience que la consommation est un terrain où se développe quotidiennement et avec âpreté, la lutte des classes ».

● La CNAPF, 28, boulevard de Sébastopol, Paris (4<sup>e</sup>), (tél. : 272.96.26) regroupe 800 clubs de consommateurs sur l'ensemble du pays ; c'est la première centrale représentative des familles populaires.

● L'Union fédérale des consommateurs, 6, rue du Général-Delestraint, Paris (16<sup>e</sup>) (téléphone 520.95.17) est forte de 100.000 adhérents ; elle édite la revue mensuelle « Que choisir ? ».

● L'OR-GE-CO, Organisation générale des consommateurs, 78, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>) (tél. : 548.58.38), créée en 1959 à l'initiative de syndicalistes FO, CGC et CFTC. Edite le bimensuel « Information-consommation ».

● La Confédération syndicale des familles, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>) (tél. : 306.82.81) exprime un syndicalisme social-familial ; implantée dans 45 départements, elle regroupe quelque 15.000 familles et édite le bimensuel « Nous » ainsi que de nombreux bulletins dont un sur la consommation.

Par ailleurs, il existe dans 14 des 21 régions des Unions régionales des or-

ganisations de consommateurs, venant s'ajouter à un certain nombre d'autres associations régionales.

Du côté des initiatives publiques relevons l'existence du Service de Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité (mais oui, ça existe !) et de l'Institut National de la Consommation (98, rue de Sèvres, Paris 7<sup>e</sup>, Téléph. : 566-84-01), sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances, financé par l'Etat, d'où une indéniable ambiguïté dénoncée par l'Union Fédérale des Consommateurs. C'est l'I.N.C. qui édite les mensuels « 50 millions de consommateurs » et « Consommateur Actualité », et bénéficie d'une émission quotidienne de 90 secondes à la télévision. C'est la petite pilule pas chère qui fait passer l'indigestion publicitaire.

Alors, face à cette parcellisation des associations de défense et à l'inféodation de la plus importante d'entre elles au pouvoir pan-capitaliste, la question « Consommateurs ou consommés » (1) reste encore pour longtemps une fausse interrogation. ■

(1) C'est le titre d'un livre intéressant de Christian Dorémus et Gilbert Sautray (Seuil) à commander à la Librairie de TS.

# pourquoi l'inflation

**L** E problème de l'inflation est sans doute le plus grand qui se pose en cette fin d'année. Le plus grave sûrement, car il atteint dans leur propre vie des millions de travailleurs. Le pouvoir d'achat des salariés du secteur public, des retraités, des paysans et même des épargnants modestes est durement atteint par un rythme de hausse des prix qui pourrait franchir le cap des 12 % l'an. Certes, le bouleversement des marchés du pétrole vient perturber gravement une situation qui n'était déjà pas si brillante. La machine s'emballle. Et peut-être plus en France que chez nos voisins européens. Impavide, Giscard d'Estaing, assiste à l'escalade, en entonnant l'air bien connu des méfaits de la conjoncture internationale et des mérites du budget le plus équilibré d'Europe.

Bien sûr, un ministre des Finances ne peut

pas tout. Surtout quand il est pieds et poings liés, sinon complice, avec les firmes multinationales qui alimentent et se nourrissent de cette situation. Michel Rocard, la semaine dernière dans nos colonnes, a longuement démonté les rouages de l'inflation. Aujourd'hui, dans la suite de cet entretien, nous abordons la question des responsabilités gouvernementales.

Suffit-il de quelques mesures de détail pour redonner souffle à notre économie ? Quand il n'y a pas assez d'équipements collectifs, quand les frustrations sociales se canalisent vers la consommation privée effrénée, quand on veut écraser, en laissant croire par ailleurs qu'on les sauve, des catégories économiques marginales comme les commerçants, les petits agriculteurs, les artisans, une partie des petites et moyennes entreprises, au profit du capitalisme concentré ;

**MICHEL  
ROCARD  
REPOND**

(2<sup>e</sup> partie)

quand o  
rarchiqu  
salaires,  
anesthés  
presque  
annuelle  
de l'Etat  
l'inflatio  
contre,  
hausse.

Ce ne  
res conti  
bonne  
geants,  
prendre  
réalité.

● Tu as longuement analysé, la semaine dernière, comment le développement du capitalisme multinational portait en lui des germes inflationnistes. Quelles sont les autres causes de la crise que nous vivons aujourd'hui ?

Michel ROCARD. — Les causes de l'inflation sont de trois ordres. Le désordre monétaire international, la politique gouvernementale et l'action des sociétés multinationales liée effectivement, comme tu le dis, à la logique capitaliste actuelle. J'ai longuement développé ce dernier point. Je n'y reviendrai pas, si ce n'est pour dire une fois de plus que l'incompatibilité fondamentale du capitalisme avec toute planification ou même programmation à long terme explique les soubresauts violents que nous connaissons. Les tentatives et les difficultés rencontrées par nos dirigeants pour coordonner une politique énergétique en est une parfaite illustration. Le chaos qui règne dans les relations monétaires internationales est, lui aussi, un facteur fondamental générateur d'inflation. Ce chaos présente deux aspects : l'un proprement monétaire et l'autre qui découle de l'anarchie des grands marchés de matières premières.

● Pour ne traiter ici, que de ce qui a une incidence sur l'inflation française...

M.R. — Eh bien, je dirais qu'il suffit de souligner le caractère chaotique des cours des changes. Ce chaos interdit les contrats à long terme, multiplie les opérations courtes dont le coût de négociation est élevé, et surtout conduit importateurs, exportateurs et agents financiers à se protéger contre le risque de change par des précautions fort onéreuses pour la collectivité. L'anarchie capitaliste montre là encore ses méfaits.

Les sociétés multinationales sont les premières à bénéficier de ce désordre. Dotées d'un système monétaire international privé à travers les euro-marchés, capables de se mettre à l'abri des fluctuations de change par la manipulation de leurs facturations internes par-delà les frontières, elles spéculent partout sur les variations relatives des monnaies aux dépens de chacune des économies nationales concernées.

Et j'ajouterais, qu'en outre, dissuadées de financer leurs investissements par l'emprunt à cause des taux prohibitifs du marché des capitaux, elles

s'autofinancent à plus de 95 % en constituant leurs provisions financières par anticipation grâce à la hausse de leurs prix de vente. C'est le facteur décisif. Il est irrépressible. Le contrôle d'Etat, dans des pays de la taille des nôtres, n'a pu ou su jusqu'ici, s'en donner les moyens.

● Justement nous y venons. Le Gouvernement, Giscard en particulier, semblait avoir abandonné, baissé les bras contre l'inflation. L'accord européen semble rejeter sur d'autres des mesures impopulaires. Les mesures qui viennent d'être prises rue de Rivoli, notamment la taxation des marges bénéficiaires des commerçants, sont-elles de nature à stopper la hausse des prix ?

M.R. — A mon avis, non. Elle peut néanmoins réduire la hausse de l'indice pour deux raisons.

Tout d'abord, un blocage — blocage des prix ou des marges d'ailleurs — est très difficile à contrôler. L'Administration économique et financière française semble peu capable et désireuse de faire ce travail correctement. Jamais les ministres successifs des Finances n'ont développé une administration de contrôles économiques. C'est un danger pour le patronat, et les budgets doivent bien être votés par la droite. Il y a quand même de la logique partout !

Deuxième raison : les possibilités de tourner un blocage de prix ou taxation des marges sont considérables. S'il pèse lourd sur les produits standards, de définition constante (pain, eau minérale, disques, etc.) le blocage est déjouable pour presque tout le reste en agissant sur les qualités, sur les calibrages. C'est vrai pour les produits industriels en changeant de modèle par adjonction de deux ou trois gadgets, c'est vrai aussi pour les fruits et les légumes frais. Ainsi, dans la pharmacie, la durée de vie moyenne d'un produit est inférieure à trois ans, en dehors du cas unique de l'aspirine, et encore. Tous les trois ans, ces produits, sans changer de valeur thérapeutique, mais avec un colorant, un nom et un emballage différents prennent 15 % de hausse de prix pour soigner la même chose.

Donc, dans ce secteur, comme dans d'autres, il suffit, pour biaiser le blocage, d'accélérer le rythme des changements, d'inclure la compression publicitaire dans la hausse du prix, de

changer la présentation et le tour est joué.

C'est donc très délicat d'utiliser un blocage ou une taxation.

● Et puis, un blocage des prix qui tarde à arriver, risque d'être inopérant par des hausses anticipées et préventives.

M.R. — On avait noté quand je suivais scientifiquement ces questions, qu'en moyenne, les périodes pendant lesquelles les prix étaient réputés bloqués — en comparaison des périodes dans lesquelles ils étaient réputés libres — faisaient état d'une hausse plus rapide que pendant la période de blocage. Ce qui veut dire que le blocage est une mesure prise quand le front de l'inflation est chaud, mais aussi, une mesure qui ne peut être tenue.

**“les possibilités de tourner un blocage des prix sont considérables”**

● Tu viens de nous donner des explications techniques. N'y a-t-il pas des raisons politiques qui peuvent laisser penser que les mesures prises par les pouvoirs publics sont inefficaces ?

M.R. : Un blocage ne peut jamais être général. Celui des prix devrait s'assortir de celui des salaires. Mais c'est un problème politique que le gouvernement n'ose pas affronter aussi facilement. Il peut bien bloquer les prix agricoles : ce n'est pas commode, puisque les prix agricoles représentent le prix de vente d'un produit dont la production augmente peu. Cela veut dire que le revenu des agriculteurs restera comparable à celui des autres catégories à condition que leurs prix augmentent !

Dans ces conditions, le blocage reste toujours partiel. Il est donc ressenti comme une brimade pour celles des catégories, producteurs ou commerçants, qui le subissent.

Alors, je ne dis pas que je suis contre les mesures de blocage mais je dis qu'il y a un moyen politique de les faire accepter. Ce raisonnement

Je me souviens encore de l'avant-dernier blocage en France, où l'on avait eu la preuve — rendue publique — qu'un certain nombre d'entreprises avaient subrepticement augmenté leurs prix de 10 à 15 % parce qu'elles sentaient venir des mesures qui allaient les descendre symboliquement de 10 à 15 %. Au moment où avait été décidée la baisse de la T.V.A. — en janvier 1973 — le Gouvernement avait annoncé le soin particulier qu'il aurait de surveiller que cette baisse se répercute au niveau du détail. En fait, que s'est-il passé ? Hausse discrète, peu annoncée dans les mois précédents, et à des moments différents selon les produits, ensuite, baisse substantielle le jour de la mise en application du taux réduit de T.V.A.

C'est tout de même assez scandaleux.

est en particulier valable pour les commerçants (catégorie touchée par la procédure de blocage actuelle). Une telle mesure ne peut être acceptée par une catégorie que si elle a l'impression qu'il y a un effort national énorme, que tout le monde s'y met, que les sacrifices sont à peu près répartis, et que d'abord le décideur, le gouvernement, fait ce qu'il faut chez lui.

● Or, précisément tous les prix publics sont en augmentation rapide. Alors ?

M.R. : Alors, c'est le grand scandale du moment, et je voudrais dire brièvement que je tiens les mesures actuelles comme parfaitement inefficaces. L'attaque contre l'inflation doit être beaucoup plus forte.

● Mais la droite dira que le budget de l'Etat est le rempart numéro 1 contre un emballement inflationniste...

M.R. : Il y a une tradition dans la droite française. Il est de bon ton de com-

# on ?

... veut faire oublier une inégalité hié-  
scandaleuse de fortunes et même de  
inflation se révèle un magnifique  
t. Tout le monde le sait, et il est  
bon ton de respecter cette hausse  
discrète ». De plus, les ressources  
augmentent avec la TVA, donc avec  
Les dépenses de l'Etat sont, par  
lèremment gardées à l'abri de toute

... ont donc pas quelques timides mesu-  
la vie chère qui donneront brevet de  
tion anti-inflationniste à nos diri-  
travailleurs commencent à le com-  
e PSU dénonce inlassablement cette  
is l'abordons ici plus en détail.

Robert DESTOT.

routes, maintien de la pharmacie dans  
le secteur privé, etc.).

D'autre part, en organisant la rareté  
systématique sur ce qui dépend de la  
dépense publique, le gouvernement  
accroît l'insatisfaction. Ce malaise,  
cette concentration insupportable des  
transports en commun, ce caractère  
effroyable de nos hôpitaux, appellent  
des comportements de fuite, de com-  
pensation par la fuite dans la consom-  
mation.

● Et côté recettes ? Un prélève-  
ment fiscal, priorisant les impôts  
indirects qui augmentent au même  
rythme que l'inflation, arrange bien  
les affaires de Giscard au détriment  
d'une justice fiscale...

M.R. : Bien évidemment et ce n'est un  
mystère pour personne. Le budget est  
d'autant plus facile à maintenir en  
équilibre que les recettes augmentent  
vite quand il y a inflation. Et c'est le  
cas en France. Un impôt, la TVA, di-  
rectement lié aux prix est immédiate-  
ment sensible à leur hausse. C'est  
pratique et payant. En ne changeant  
pas le rapport entre les impôts indi-  
rects et directs, Giscard élude le pro-  
blème de la justice fiscale — la Fran-  
ce connaît un système fiscal qui est  
l'un des plus injustes de l'Europe occi-  
dentale — et admet qu'un mécanisme  
fiscal de nature inflationniste vient  
équilibrer en apparence son budget.  
Le tout vous donne un baratin, théori-  
quement faux, selon lequel tant que le  
budget est équilibré, il n'y a pas de  
croissance de la masse monétaire.

● Mais un éventuel déficit budgé-  
taire n'entraînerait qu'une faible  
augmentation de la masse moné-  
taire en comparaison de l'inflation  
par l'augmentation du crédit. Or, le  
gouvernement a pris des mesures  
limitant le crédit, obtiendra-t-il  
alors des résultats ?

M.R. : C'est ce que Giscard essaie de  
nous faire avaler. Or, comment est  
créée la masse monétaire ? — un peu  
de théorie, je m'en excuse — par  
contrepartie, d'une part, des réserves  
d'or et de devises, d'autre part, à un  
éventuel déficit budgétaire, et en troi-  
sième lieu, comme tu disais, par des  
contreparties de tous les crédits con-  
sentis par le système bancaire écono-  
mique. La compensation, c'est que la  
banque va avoir une créance sur l'en-  
treprise ou le ménage — Alors — lan-  
gage officiel — Il faut pour éviter la  
croissance de la masse monétaire,  
éviter l'augmentation excessive de  
ces fameuses contreparties.

Tout ça c'est complètement inopé-  
rant, et sans rapport avec la réalité.  
car tout l'argent oisif qui dort sur un  
compte, un CCP, ou ailleurs, quand  
l'inflation s'accélère, se mobilise —  
les gens se mettent à acheter par an-  
ticipation avant que les produits  
n'augmentent — le rapport entre l'ar-  
gent gagné et l'argent dépensé peut  
changer très vite, et dans des propor-  
tions décuplées de ce que le minis-  
tre des Finances peut bien chercher  
à endiguer quand il essaie de ralentir  
le rythme de la croissance de la  
masse monétaire.

● Que faire ?

M.R. : Je note pour ma part que la  
première des choses à faire, si on  
veut vraiment lutter contre l'inflation,  
c'est de bloquer les prix publics — je  
ne dis pas mise en déficit des entre-  
prises nationales — Il faut que les  
entreprises nationales puissent être  
capables d'investir, qu'elles soient li-  
bres de calculer l'évolution de leurs  
prix de revient pour rester compéti-  
tives, et que, si on leur interdit de  
monter leurs prix, le Trésor public doit  
cracher au bassin, sans réticence  
budgétaire. Cette compensation est  
indispensable avec l'environnement  
capitaliste. Quand on aura pris le pou-  
voir central et fait la Révolution socia-  
liste, on aura un autre type d'écono-  
mie. En attendant, il faut passer par  
le stade de l'acceptation d'un déficit  
public très important.

● Dont acte. Mais quid des autres  
privileges de la société actuelle  
qui sont autant de facteurs in-  
flationnistes ?

MR. : La spéculation foncière crée  
un appétit d'augmentation de revenus  
absolument constant. Les mesures  
draconiennes à prendre, passent par  
l'intervention des communes sur les  
réserves foncières. L'octroi de ces  
moyens financiers est une autre occa-  
sion de faire du déficit budgétaire  
anti-inflationniste.

De façon plus générale, si l'Etat  
laisait apparaître une volonté anti-  
inflationniste, on pourrait demander  
à d'autres catégories sociales de s'y  
associer.

● Mais cela demanderait l'accord  
des travailleurs...

M.R. : Parlons un peu des salariés.  
Les syndicats seraient, dans une telle  
situation, parfaitement capables de ré-  
fléchir à la revendication de salaire  
et à son contenu. Si les comptes des  
entreprises étaient publics et si l'éva-  
luation des profits et des revenus aux  
différents niveaux de la hiérarchie  
pouvait être faite, pourquoi pas ?  
On parlerait alors redistribution, peut-  
être en préservant quelques situations  
relatives, parce qu'il y a malaise na-  
tional. Ça pourrait très bien s'ima-  
giner.

La classe ouvrière a montré sous  
la Résistance qu'elle avait le sens  
patriotique. Elle est habituée à faire  
les frais. Elle est responsable. Si elle  
arrivait au pouvoir, en ce moment, elle  
serait parfaitement capable de le  
montrer face au désordre écono-  
mique. ■



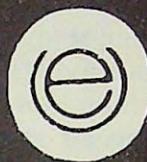
Giscard : la grande démonstration.

parer la gestion de l'Etat à la gestion  
d'une entreprise privée. Pour des rai-  
sons de théories fausses, on parle  
alors d'équilibre budgétaire. C'est un  
sujet qui me tient à cœur et je vou-  
drais y venir plus longuement.

Aujourd'hui l'équilibre budgétaire  
est devenu un facteur déterminant de  
l'inflation. Supposons que nous avons  
un équilibre, sans trop de manipula-  
tions comptables. Maintenant Giscard  
y arrive — hélas pour notre drame à  
tous — en limitant l'augmentation de  
la dépense publique et en laissant  
courir les recettes. Il en est très  
fier. C'est sa grande performance.  
C'est une monstruosité.

● Pourquoi ?

M.R. : Les choix budgétaires actuels  
organisent la rareté, la pénurie dans  
les domaines décisifs de l'avenir na-  
tional, notamment dans quatre sec-  
teurs clés : le « savoir », les travaux  
d'équipement, la recherche scientifi-  
que et la santé. Plus une société se  
développe, plus ses besoins augmen-  
tent. Or, aujourd'hui, le Pouvoir main-  
tient ces secteurs dans une rareté  
systématique. Quels en sont les ré-  
sultats ? Tout d'abord, il faut bien  
combler les besoins par des techni-  
ques de privatisation qui vont coûter  
plus cher, et de plus en plus cher avec  
la hausse des prix (téléphone, auto-



éditions universitaires

une équipe :  
psychiatres  
médecins  
sociologues  
analystes  
moralistes  
dirigée par  
Robert  
VOLCHER  
1 vol. 99 F

ENCYCLOPÉDIE  
DE LA  
SEXUALITÉ

Pour connaître

## LA CHINE

à la source

4 PÉRIODIQUES CHINOIS EN FRANÇAIS :

Pékin information (hebdomadaire)	1 an = 21,00 F - 2 ans = 31,50 F 3 ans = 42,00 F
La Chine (mensuel illustré)	1 an = 17,00 F - 2 ans = 25,50 F 3 ans = 34,00 F
La Chine en construction (mensuel illustré)	1 an = 14,00 F - 2 ans = 21,00 F 3 ans = 28,00 F
Littérature chinoise (trimestriel)	1 an = 6,80 F - 2 ans = 10,20 F 3 ans = 13,60 F

Abonnements à

Librairie

### LE PHENIX

72 Bld de Sébastopol - PARIS (3e)  
C.C.P. 17.217.63. PARIS  
(également nombreux périodiques en langue chinoise)

Un abonné nouveau par militant nom de Dieu ! (par-don).



# HISTOIRES

# D'A

## ● la percée du MLAC

Réunies les 10 et 11 novembre à Grenoble, les assises du Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception ont été positives à bien des égards. Et d'abord parce qu'elles ont permis que se retrouvent des militants d'horizons divers, membres ou non du MLAC, tous ceux pour qui la charte du MLAC est une référence, beaucoup plus que le texte d'une organisation.

C'EST sans doute ce qui a ému Gisèle Halimi qui, dès mercredi matin, convoquait une conférence de presse, avec Jean-Pierre Cot pour montrer que c'est son choix à elle qui est important et que le PS a choisi « Choisir ». Pourtant, toutes les sections actives de « Choisir » étaient à Grenoble, pourtant j'ai rencontré à Grenoble de nombreux militants du PS qui ne comprenaient pas les positions de leur direction et qui ne sont pas décidés à céder sur ce point.

Victoire aussi, parce que la porte du MLAC n'est fermée à aucune organisation et qu'avec à-propos un camarade du GIS rappelait que la sexualité des communistes n'était pas très différente de la nôtre.

Mais il faut aussi que je vous parle des débats. Deux grands thèmes :

● La place de la pratique des avortements dans la stratégie du MLAC : elle a été reconnue essentielle, et c'est bien sur le soutien à cette pratique que le MLAC est né et vit. Mais le MLAC doit s'attaquer aussi aux causes : la répression sexuelle et l'absence d'information sur la contraception. Passer du spectaculaire à un travail plus diversifié qui prenne en compte les problèmes posés à l'école, à l'usine autant que dans les quartiers.

● Le MLAC comme organisation et les organisations dans le MLAC : une intervention du MLF demandait que le MLAC prenne position sur l'auto-organisation des femmes. Mais l'amendement proposé dans ce sens fut repoussé : le MLAC n'a à donner de leçons ni aux femmes, ni aux travailleurs, ni à la jeunesse, mais doit en permanence leur offrir un lieu et des

éléments pour leur libération sur un sujet précis : la sexualité.

Faut-il opposer comités de quartier et centres d'orthogénie, comités de quartier et organisations syndicales ?

Organiser le MLAC uniquement sur la base des comités de quartier serait exclure les organisations syndicales et associations populaires et finalement en finir avec l'expérience MLAC. Il n'est pas possible de l'organiser comme un parti ou un syndicat, mais comme un mouvement où les inorganisés, les partis et les syndicats puissent s'exprimer.

Mais ce débat ne fut qu'amorcé et devra être repris. Il a été décidé d'organiser une semaine de mobilisation sur l'avortement, du 3 au 8 décembre. Pour cela, un collectif régional a été désigné.

De même que le MLAC n'avait pas à choisir entre le féminisme et la lutte des classes, puisqu'il est un des endroits où ces luttes peuvent être menées conjointement, de même n'a-t-il pas à choisir entre différents types de militants ou d'organisations pour mener les luttes. Il faut que puissent continuer à s'y confronter tous les militants sur le terrain de la sexualité.

Vous me direz que je suis œcuménique, mais quand même, le dimanche soir, quand des militants grenoblois connus pour être proches des Mao m'ont dit : « Tu sais, Rouge, ils ont abattu un sacré boulot pour la préparation de ces Assises, ils ont été chouettes », je me suis dit qu'il y avait quand même quelque chose de pas commun dans ces Assises...

Irène CHARAMANDE. ■

## du pas banal

● Un rassemblement peu banal quand même : des militants de la CFDT, du MLF, de « Rouge », de l'AMR, du PSU et même du PS, entre autres. C'est une première victoire pour le MLAC : pratiquement, toutes les organisations invitées étaient là, y compris des groupes comme la MNEF, le GLACS de Saint-Etienne et les sections dissidentes de « Choisir »...

● Une ville peu banale quand même, où la municipalité discute avec les militants du MLAC, de « choisir » et du Planning pour ouvrir un centre d'orthogénie et vote une subvention pour les Assises...

● Un lieu peu banal, Alpexpo, au milieu des terrains vagues, des routes à peine devinées, mais où un jour, il y aura une ville. Autour d'une boule-sculpture de métal, les militants du PSU dans toute leur diversité : Gondonneau, l'auteur des « Techniques de l'amour physique », Manent, un des rares médecins français à pratiquer la thérapie de Masters et Johnson, Huguette Bouchardeau, présidente du GLACS de Saint-Etienne. Et beaucoup de militants d'Annecy, de Perpignan, de Grenoble, de Rouen. Et on est tout surpris de voir que le PSU a la figure de la libération sexuelle...

I. C. ■

## ● Druon avorte en plein Paris !

A NASTASIE a donc opéré le 15 novembre pour le premier avortement public d'un film prêt à sortir de l'œilleton du projecteur — événement sans précédent dans l'histoire du cinéma. « Histoires d'A » n'a vécu que dix minutes au Studio Jean Renoir.

A l'appel du GIS, du MLAC et des mouvements de gauche, 400 spectateurs se pressaient audit cinéma — il y avait parmi eux les réalisateurs, le producteur Claude Nedjar, l'avocat Georges Kiejman, la directrice du cinéma. Tout le monde attendait... quelques images sur l'écran et stop... police ! Au secours ! on va voir un acte inadmissible que la morale réprovoque. La copie est embarquée comme un vulgaire gauchiste dans un car gris. Merci aux gardiens de la paix, devait murmurer Druon la joie ! Le producteur a été interrogé au quai des Orfèvres.

Au Quintette, la directrice de la salle refusait une entrevue avec l'attachée de presse. On file au Saint-Germain... là, la directrice de la salle veut bien passer le film, mais attend l'autorisation « officielle » ; le propriétaire de la salle

est très ennuyé — en brave homme qui joue l'art d'être grand-père, il veut calmer les esprits. Des discussions s'engagent entre la cinquantaine de personnes présentes. Une jeune femme, très calmement, explique pourquoi « Histoires d'A » doit être montré et propose des idées de diffusion parallèle. Le téléphone chauffe chez la caissière... « le film ne passera pas ici, il est saisi au Jean Renoir ». Sous la pluie battante on repart. On voulait voir « Histoires d'A », pas les zozos, car on en voit assez dans la vie de tous les jours. On veut de l'information, celle que l'on nous donne officiellement est polluée. On nous promet bien un futur débat sur l'avortement et la contraception au théâtre de l'Assemblée nationale (ça risque d'être rigolo) et Mlle Dienesch a dit qu'elle allait tout faire pour que les femmes puissent espérer une maternité heureuse... alors ?

Mais cette interdiction, c'est une sacrée publicité pour le film. « Histoires d'A » crève l'écran — toute la presse en parle, Merci ! M. Druon !

F. CLAIRE ■

## vie du parti

### un instrument indispensable

P SU Documentation existe depuis plusieurs années.

C'est le support du service national de formation. Si sa formule a été hésitante pendant un certain temps et si, avec la crise du parti, sa parution a été autrefois irrégulière, aujourd'hui les objectifs sont clairs et la parution régulière.

C'est une brochure de formation, et non de débat théorique (fonction de Critique Socialiste). Dorénavant, alterneront des fiches brèves et des dossiers un peu plus volumineux. Sept séries sont prévues :

1. — Argument-riposte sur les grands thèmes politiques du PSU (n° 50 « L'autogestion » ; à paraître, « Le contrôle » ; « La stratégie »).
2. — Les instruments d'analyse marxiste (« L'exploitation capitaliste » en décembre 1973 ; « Les instances de la société », « Le marxisme comme science », « L'idéologie », en décembre 1974).
3. — Le mouvement ouvrier (à paraître « La CFDT » en décembre 1973).
4. — Les classes sociales (sous presse « Quand les patrons vont à

l'école », prochainement « Les travailleurs immigrés »).

5. — Les moyens de l'intervention militante (à paraître fin décembre « Tribune Socialiste » et début 1974 « Le tract » et « Affiche et sérigraphie »).

6. — Vie et animation du Parti (nos 46-48 « Dossier d'accueil », n° 51 « Le recrutement »).

7. — Les secteurs d'intervention (prochainement « Intervenir sur le front anti-impérialiste »).

Aujourd'hui, nous pouvons assurer que la parution sera mensuelle, voire souvent bimensuelle. Le prix est volontairement modique, entre 1 et 3 F selon le volume du numéro. Cela implique que, d'une part nous soyons assurés d'un financement régulier (toutes les sections doivent être abonnées au tarif modeste de 15 F pour 20 numéros) et que, d'autre part, les 2.500 exemplaires tirés seront vendus avant nouveau tirage (emportez un stock de PSU Documentation quand vous venez à Paris !).

Alors, camarades, abonnez-vous ou achetez. Et bien sûr, envoyez vos critiques et suggestions pour améliorer cette brochure. ■

# le bluff Fontanet



Fontanet : pour de la frime.

M. Fontanet, ministre de l'Education nationale, est un homme de dialogue et de concertation. C'est du moins l'image qu'il aimerait donner de lui-même. D'où la tenue, du 21 au 23 novembre, de ce grand colloque national, annoncé à grand renfort de publicité, précédé d'une enquête organisée dans les milieux enseignants - enseignés, avec le concours de l'I.F.O.P. et de la S.O.F.R.E.S. et dont les résultats doivent servir de base - pas moins - à la future loi d'orientation du second degré. Bien entendu, tout le monde n'était pas d'accord pour laisser se dérouler tranquillement cette opération...

DES professeurs, des lycéens, des syndicalistes, des membres de mouvements pédagogiques, d'organisations de jeunesse et d'éducation populaire, ont en effet pensé qu'il n'était pas possible de laisser sans réagir se dérouler cette supercherie. Et leur réaction s'est manifestée sous la forme d'un texte (1), distribué à tous les participants du colloque et qui a provoqué quelques remous dans les rangs...

Il s'agissait tout à la fois de dénoncer l'opération du ministre et de poser devant l'opinion publique ce qu'ils estiment être « les véritables problèmes qui sont ceux du système de formation aujourd'hui ».

## un colloque-caution

Dénoncer l'opération en mettant en cause, d'abord, la façon dont s'est déroulée sur le terrain la fameuse « enquête » : ainsi « dans plusieurs établissements, les professeurs interviewés ont été soigneusement choisis. Des professeurs n'ayant pas eu cet honneur peuvent en témoigner ».

En mettant en cause, aussi la désignation des 700 participants au colloque :

« Un seul siège est réservé au Conseil Français des Mouvements de Jeunesse qui compte en son sein plusieurs organisa-

tions importantes. Les mouvements pédagogiques n'ont été invités qu'au dernier moment après que des protestations se furent élevées. Les syndicats enseignants ne disposent que d'un nombre très limité de sièges, les syndicats ouvriers sont limités à un rôle figuratif, de nombreux professeurs ont été désignés... par leurs proviseurs ! Quant aux lycéens et aux élèves, des CET, il faut croire bien entendu qu'ils ne sont en rien concernés par les problèmes d'éducation... ».

En révélant enfin que ce colloque est sans objet, qu'il n'est que frime, puisque « l'essentiel des points dont il doit débattre a déjà fait l'objet des décisions gouvernementales ».

« Le colloque se tient après la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et l'institution des Deug.

— Après la loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle continue, — après le renouvellement de la loi Debré qui perpétue et développe l'aide à l'école privée, laquelle devient en fait beaucoup plus patronale que confessionnelle... — après la réorganisation de l'apprentissage et le vote de la loi Royer qui organise l'entrée dans la vie professionnelle de certains enfants à partir de 14 ans... ».

Un colloque pour rien, donc. Deuxième but de l'opération : poser les vrais problèmes de l'éducation. Ils tournent

autour d'une question centrale, la vraie question, celle que le Pouvoir se refuse bien évidemment d'aborder : « Quels sont les liens qu'une société doit entretenir avec son système éducatif ? »

Poser cette question, c'est en même temps aborder une série de sujets tabous, parce qu'ils débouchent inévitablement sur une remise en cause de la société capitaliste, de son fonctionnement, de sa finalité.

## les vraies questions

Et les signataires du texte énumèrent : — les exclus du système de formation : travailleurs immigrés (11 % de la population active), les « inadaptés » (10 % d'une classe d'âge). Une exclusion qui touche des millions de personnes, et débouche bien évidemment sur des problèmes « économiques, sociaux, culturels, médicaux ». Politiques, quoi ; — l'enjeu de la formation permanente : qui n'est en fait qu'une « formation professionnelle accélérée », contrôlée pour l'essentiel, par le patronat (pour une meilleure organisation de ses besoins en main-d'œuvre) et, pour leur plus grand profit, par des groupes privés, comme le trust Hachette ; — le sens de l'action dans l'école : les rapports hiérarchiques, le contenu de l'en-

seignement (« aller dans le sens d'une plus grande maîtrise individuelle et collective et non dans celui d'une soumission à l'idéologie et aux normes d'une classe dominante »), l'école-ghetto et l'école-caserne. « Ces actions, menées depuis longtemps, prendront une force et une efficacité nouvelles s'ils conduisent à une transformation de la nature et de la fonction sociale de l'école, et ne se limitent pas à une simple amélioration interne de son fonctionnement » ;

— le statut des formateurs : quel rôle, quel statut social pour les professeurs et les instituteurs ? A quoi sert d'accroître les temps de formation, de créer des organismes spécialisés, d'augmenter la quantité des connaissances, d'initier les futurs enseignants aux techniques de groupes et aux problèmes psychologiques si « le rapport au savoir n'est pas transformé, si le maître reste le lieu central ou exclusif de la communication et de l'information, si l'on laisse se mettre en place sans aucun contrôle un réseau de formateurs lié aux intérêts privés pour qui « la formation » est devenue un marché rentable... »

Cette initiative destinée à révéler la véritable fonction du colloque et à poser les vraies questions du système de formation, constitue aussi le point de départ d'autres actions qui seront engagées lors du débat sur la loi d'orientation du second degré. A suivre donc... Gérard FERAN ■

Un militant sans nouvel abonnement, c'est rudement étonnant (Racine).

# colonialisme

## vent de démocratie sur les DOM-TOM

ON a « voté » dimanche à Djibouti. Les guillemets ne suffiront jamais pour dire le qui-quoi-comment de ces élections à la Chambre des députés du territoire. Cette fois, la mascarade a dépassé les bornes du folklore habituellement admis dans les franges coloniales de la « démocratie » : Les quarante sièges à pourvoir ont été enlevés - c'est bien le mot - par le parti du roitelet local, Ali Aref. Celui-ci a donc désormais une assemblée totalement à sa botte, sans un seul élu de l'opposition.

Pas étonnant, à vrai dire, quand on connaît les appétits totalitaires de cette marionnette de Foccart et les moyens qu'il emploie pour les satisfaire : barrage de piste pour empêcher le déplacement des membres de l'opposition (notre photo), immobilisation du bac reliant Djibouti et Tadjourah, falsification de pièces d'état civil pour éliminer les opposants. Tout cela, qui n'est pas nouveau, avec la complicité active de l'administration coloniale.

Cette fois - il faut croire qu'Ali Aref avait des raisons de s'inquiéter - ce genre de pratique a été poussée à son comble, sans la moindre retenue qui aurait pu dissimuler un embryon de pudeur politique. L'impunité remplit les fous d'allégresse. Mais si Ali Aref a

gagné ces élections en tricheur, il a sans doute commis sa plus grande erreur politique : il se pourrait bien en effet, que dans un avenir rapproché, l'enjeu du « Territoire français des Afars et des Issas » quitte le terrain truqué des élections.

C'est d'ailleurs ce qui est en train de se passer à La Réunion. Là, le 10 novembre, soit une semaine après l'élection frauduleuse de Bénard à la mairie de Saint-Paul (celui-là même qui avait démissionné pour éviter une invalidation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1971), 200 délégués de la commune ont constitué un conseil communal populaire avec Paul Vergès à sa



tête. Ce conseil a décidé de prendre directement en charge les intérêts des habitants et de lutter contre l'arbitraire de l'administration en place.

Le pouvoir central n'a pas encore réagi sur cette affaire. Pour le moment, il s'occupe du « Combat réunionnais », le journal de l'Union générale des travailleurs réunionnais en France qu'il assigne en justice sur plainte du BUMIDOM (Bureau pour le développement intéressant les départements d'Outre-mer) et de son président, Vié. Ce dernier a déposé plainte pour diffamation à la suite d'un article paru dans le n° 8 du journal. Dénoncer le colonialisme, notamment quand il prend la forme de l'émigration (qui concerne 300.000 personnes originaires des DOM) est une « allégation qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération » de M. Vié. Bien sûr. Le procès aura lieu le 8 décembre devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. Comme d'habitude, des chaises gratuites sont réservées au public. L'heure sera précisée dans un prochain TS.

Ce même Vié nous amène aussi à parler de la Guadeloupe. Car le président du BUMIDOM est également secrétaire aux DOM-TOM et c'est en tant que tel qu'il avait été envoyé là-bas pour mener une enquête sur la

régularité des dernières élections. Ça serait-y possible pareille abomination ? Non, évidemment, selon l'enquêteur du gouvernement. Pourtant, le candidat UDR de Pointe-à-Pitre avait été élu après avoir pu dépouiller le scrutin à son propre domicile... Et, miracle, le docteur Hélène, député mal-élu, vient d'être invalidé pour fraude manifeste. Pour une fois, les rapports de la mission d'observation du Comité pour l'autodétermination des DOM-TOM auront servi à quelque chose ! Il y aura donc le 2, et éventuellement le 9 décembre, une élection partielle à la Guadeloupe. Mais ce n'est pas de ces péripéties électorales que peuvent se nourrir les travailleurs guadeloupéens. La situation économique de l'île est de plus en plus catastrophique : la crise de l'industrie sucrière s'aggrave avec la fermeture, ces dernières semaines, des usines Conté et Bonne-Mère, ce qui augmentera encore le nombre des chômeurs (70.000 actuellement) et poussera encore plus à l'émigration (2.500 jeunes gens de 20 à 30 ans partent chaque année vers la France).

Les dernières terres du colonialisme sont bien dans la zone des tempêtes. Tant mieux si le ministre des DOM-TOM, Bernard Stasi a le pied marin. G. B. ■

## à la rubrique proche- orient les ambiguïtés subsistent

UNE tendance se fait jour dans certains milieux à considérer qu'une issue révolutionnaire au Proche-Orient passe nécessairement par la réalisation de l'Unité arabe, de la Nation arabe. Il s'ensuit que toute guerre ou manifestation belliqueuse est juste et se place dans une perspective socialiste si elle trouve un appui dans l'aspiration des masses arabes à l'unité. Ainsi la guerre du Ramadan (ou du Kipour comme on voudra) y trouve un écho enthousiaste du fait du ralliement quasi unanime des nations arabes à la cause syro-égyptienne. Cette thèse pré-

sentée comme allant de soi, appelle un examen attentif si l'on ne veut pas, en se plaçant d'un seul coup d'aile au-delà des ambiguïtés, se retrouver en pleine irréalité (une irréalité meurtrière).

Cette thèse appelle les observations suivantes :

a) Il n'est pas certain que l'Unité arabe et a fortiori la Nation arabe soient en gestation dès à présent : les stades d'évolution des pays arabes sont encore trop différents les uns des autres pour qu'elles paraissent vraisemblables à court ou à moyen terme.

b) Dans le cas où elles le seraient, il n'est pas certain qu'elles constituent les maillons nécessaires et encore moins suffisants pour que le combat socialiste y trouve un point d'appui. Car quelles seraient leur nature ? Actuellement personne ne peut répondre à cette question. Dans ces conditions il est difficile d'appeler a priori à leur réalisation quelles qu'en soient les motivations : en l'espèce, soutenir un combat conçu comme cristallisateur d'aspirations purement nationales CONTRE la nation israélienne (en ce cas si Israël n'existait pas, il faudrait l'inventer) au lieu de soutenir un combat de classe POUR le socialisme.

c) S'il existe un combat à la fois national et révolutionnaire c'est objectivement celui des Palestiniens. Leurs possibilités sont les suivantes :

— ou bien se dissoudre au sein des différentes communautés arabes ;  
— ou bien fonder un Etat à côté de l'Etat israélien ;

— ou bien mener un combat en Israël même (éventuellement à partir de bases extérieures) pour faire de cet Etat, un Etat multinational laïque et démocratique.

Il semble que ce soit cette troisième solution qui ait été choisie par la Résistance palestinienne mais elle reste encore trop confuse au moins à deux titres.

D'une part, la Résistance confond souvent structure de l'Etat sioniste et existence du fait national israélien : elle ne fait pratiquement pas appel à la solidarité des forces qui, à l'intérieur de la nation is-

raélienne pourraient l'aider : classe ouvrière et intellectuelle de gauche. Cette insuffisance est grave car elle renforce la conception selon laquelle sa victoire (éventuelle) entraînerait la NEGATION du fait national israélien. Il existe donc une conjonction SIONISME + CONFUSIONNISME palestinien qui enferme les protagonistes dans un cercle vicieux dont les fils ne peuvent être dénoués que par un effort intense de clarification.

D'autre part, la Résistance, du fait de son confusioennisme est amenée à rechercher des alliés douteux : émirs pétroliers, régimes petits-bourgeois ou même fascistes. Ceux-ci seront toujours prêts à se servir d'elle à des fins purement nationalistes ou financières mais refuseront toujours sa contagion révolutionnaire. De sorte qu'elle croit se faire aider alors qu'elle peut en définitive n'avoir servi que de force d'appoint.

Se placer inconditionnellement à la remorque d'un mouvement arabe quel qu'il soit est une chose. Apporter un soutien critique, en particulier à la Résistance palestinienne en est une autre. Ce soutien critique devrait s'appuyer sur les prémisses suivantes :

1) Reconnaissance du fait national israélien (au-delà du sionisme).

2) Reconnaissance du fait national palestinien.

3) Le fait national israélien ne saurait détruire le fait national palestinien et réciproquement.

A partir de là — s'efforcer de populariser les positions palestiniennes lorsqu'elles sont sans équivoque.

— s'efforcer de populariser les positions du MATZPEN israélien auprès des représentants de la Résistance palestinienne ;

— s'efforcer de provoquer le maximum de contacts entre ces deux mouvements, de manière que sur cette terre où sévit une guerre interminable s'instaure un combat débarrassé de ses relents de mysticisme chauvin ou religieux, un combat révolutionnaire qui se situera, lui, AU-DELA DES AMBIGUITES.

R. P. ■

## quelques remarques

CET article, qui répond sans le nommer à celui paru dans « TS » n° 592 sous ma signature, et intitulé « au-delà des ambiguïtés » appelle quelques remarques.

1. Je ne pense pas avoir affirmé « qu'une issue révolutionnaire passe nécessairement par la réalisation de l'Unité arabe ». Je me bornais à constater l'existence d'un nationalisme arabe qui dépasse largement les frontières des différents Etats : il suffit de voyager entre le Caire et Bagdad pour constater ce fait. On est Arabe avant d'être Egyptien, ou Syrien, ou Irakien. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que l'unité arabe soit pour demain : l'impérialisme a bien entendu tout intérêt à la retarder le plus possible. Diviser pour régner.

2. De cette évidence (une aspiration à l'unité contrariée par l'impérialisme) en découle une autre : ceux qui se battent pour l'unité arabe sont les adversaires objectifs de l'impérialisme. Cette deuxième évidence n'échappant d'ailleurs pas non plus aux ambiguïtés (cf. Khadafi et l'Islamisme).

3. Si la cristallisation des aspirations nationales arabes se fait contre l'Etat d'Israël, c'est bien parce que cet Etat, outre que sa création est un véritable déni de justice à l'égard des Arabes, outre que son idéologie officielle, le sionisme, s'affirme clairement comme expansionniste (« du Jourdain à l'Euphrate »), joue le rôle au Proche-Orient d'une tête de pont de l'impérialisme. C'est bien l'impérialisme qui est visé à travers Israël, et non le Juif. (Faut-il rappeler qu'il a toujours existé une communauté juive en Palestine et qu'elle y a toujours vécu en bonne intelligence avec les Arabes ?).

4. Le combat à la fois national et révolutionnaire n'est pas seulement le fait des Palestiniens. Il est aussi celui de toutes les forces progressistes arabes, regroupées notamment dans le « Front uni de soutien à la Résistance palestinienne » dont le secrétaire général est le leader progressiste libanais Kamal Joublatt. Constitué autour de la Résistance palestinienne, ce front a fait siens ses objectifs, à la fois nationalistes et révolutionnaires.

5. La reconnaissance du fait national israélien est, avouons-le, plus facile

pour un occidental que pour un Arabe. Existerait-il un fait national israélien sans l'antisémitisme et les persécutions dont les Juifs ont toujours fait l'objet et sans le sionisme né lui-même de cet antisémitisme et de ces persécutions ? On a un peu tendance à oublier que l'on ne demande rien moins aux Arabes que de s'incliner devant un fait créé de toute pièce pour soulager la bonne conscience des occidentaux. Même s'il n'apparaît plus possible — à juste titre — de revenir sur ce fait et de corriger un déni de justice par un autre, on peut au moins comprendre les réticences arabes.

6. Notre correspondant paraît bien informé lorsqu'il affirme que « la Résistance (palestinienne) ne fait pratiquement pas appel à la solidarité des forces qui à l'intérieur de la nation israélienne, etc. » La nécessité d'une liaison avec ces forces (notamment le Matzpen) est inscrite en toutes lettres dans le programme de l'OLP.

Nous avons eu par ailleurs l'occasion de poser la question aux principaux dirigeants de la Résistance qui nous ont affirmé que cette liaison existait. On peut facilement comprendre qu'il n'est guère possible de donner beaucoup de précisions...

7. La question des alliés est un vieux débat. On la retrouve à chaque détour de l'Histoire. Savoir si « l'émir pétrolier » se sert de la Résistance, ou si c'est elle qui l'utilise, nos camarades palestiniens sont mieux à même d'en juger.

8. Enfin il ne s'agit nullement, pour un militant socialiste, de se placer inconditionnellement « à la remorque d'un mouvement arabe quel qu'il soit ». La seule question était de savoir si les Etats arabes engagés dans la guerre actuelle, au-delà des ambiguïtés répertoriées par ailleurs, méritaient notre soutien. Nous continuons à penser que oui. Et la Résistance palestinienne avec nous.

Bernard LANGLOIS ■



## Cooperation

## FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX

COMMENT faire du neuf avec du vieux : c'est, rapidement dit, la question centrale autour de laquelle ont tourné les débats du sommet franco-africain qui s'est tenu à Paris le 13 novembre dernier. Sur les quinze anciennes colonies d'Afrique Noire de l'Empire français, dix étaient représentées à l'Elysée, dont six par leur chef d'Etat en personne. Seuls, la Guinée, « abandonnée » depuis 1958, Madagascar et la Mauritanie qui ont pris récemment leurs distances, le Tchad en période provisoire de bouderie et le Cameroun qui affecte dans certaines limites de jouer cavalier seul, n'étaient pas présents.

En fait, entre l'ancienne métropole et ses partenaires africains, il s'agissait de faire le point, de laver un peu le linge sale en famille, de dépasser un malaise, à propos duquel on a parlé de « Crise de la Coopération ». En une seule journée, on n'a pu guère qu'échanger des points de vue, dissiper quelques malentendus, réaffirmer son attachement à quelques grands principes à propos des thèmes les plus variés : l'évolution de la zone franc, la rénovation des accords bilatéraux et multilatéraux, la francophonie, les relations avec la C.E.E., la lutte contre la sécheresse, les positions face au conflit du Moyen-Orient... En somme, il s'agissait de marquer publiquement la volonté de tous de continuer à faire route ensemble, après les nuages et les tensions des derniers mois.

Car, pour l'essentiel, les intérêts de la France de Pompidou et ceux des bourgeoisies dirigeantes en Afrique restent convergents : toute révision des accords de Coopération trouve là ses limites.

Les Etats africains peuvent compter sur des aménagements en matière monétaire et commerciale : la création toute récente de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest après celle de la Banque des Etats d'Afrique Centrale, dans le cadre de la zone franc, en est le signe. La France dans l'avenir s'ouvrira plus volontiers à la Coopération multinationale et se montrera sans doute plus soucieuse des formes dans ses rapports avec les partenaires africains ; elle accommodera et diversifiera avec plus de souplesse son aide en fonction des besoins et des demandes formulées.

## dans le maquis

Pour animer cette politique africaine quelque peu rénovée, Pompidou s'appuie sur des hommes nouveaux. Il semble que dans le maquis des structures de la Coopération, la tendance « libérale » et moderniste, moins étroitement nationaliste et plus européenne, représentée par l'actuel ministre des Affaires Etrangères, M. Jobert, et Jean-François Deniau, le Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération, prend le devant de la scène, tandis que les tenants de la tradition gaulliste, naguère rassemblés autour de Michel Debré, et dont Jacques Foccart reste le pilier, passeraient en second plan.

Les habitudes de couloir, les interventions personnelles, les manies du secret qui caractérisent les méthodes de l'équipe Foccart seront sans doute moins de mise désormais. Il se mêlera peut-être à la fois moins de sentiment et de petite politique aux préoccupations diplomatiques. Encore que Pompidou pourrait bien juger utile de jouer l'une ou l'autre tendance selon les cas. Car, enfin, si la politique africaine de la France est en train de prendre un nouveau tour, un nouveau ton, elle reste fondamentalement la même... Ce ne sera pas la première fois.

René LANARCHE ■

## Vers une guerre du peuple

interview  
d'un  
représentant  
du  
MAPU

Le MAPU — Mouvement d'action populaire unifié — était un parti formé de dissidents démocrates-chrétiens de gauche. Son deuxième congrès, en novembre 72, fut marqué par l'affrontement de deux courants inconciliables et d'importance à peu près égale. La scission fut prononcée en mars 73. Chaque clan conservant jalousement le signe MAPU, on prit l'habitude de les différencier par le nom des deux secrétaires généraux : Gazmuri et Garretton. Le premier continua à assurer Allende de son soutien. Le second, plus critique à l'égard de l'Unité populaire, préféra quitter la coalition et se rapprocher des positions du MIR. Notre propos n'est pas de nous attarder sur l'histoire de ce parti. Nous donnons ci-dessous la parole au représentant en France du MAPU-Garretton qui, par ailleurs, a d'ores et déjà entamé des relations avec la direction du PSU.

● Comment expliques-tu que le 11 septembre, aucun parti de gauche n'ait donné ordre de combattre, de sorte que les militaires ont pu prendre le pouvoir sans pratiquement rencontrer de résistance armée ?

Fernando Silva. — Peu d'heures après le putsch, les partis populaires ont réalisé avec consternation que la rupture espérée à l'intérieur des forces armées ne s'était pas produite. La stratégie militaire de la gauche escomptait un appui populaire — des cordons industriels et des commandos communaux notamment — aux forces armées restées loyales au gouvernement et à son président constitutionnel, le camarade Allende.

Après le putsch, on devait apprendre qu'à l'intérieur des forces armées les éléments sympathisant avec la gauche avaient été violemment réprimés tandis que les soi-disant « constitutionnalistes » étaient neutralisés. Cela explique que la résistance au putsch s'est limitée à quelques affrontements entre militaires : on estime pour le moins à mille le nombre de soldats et officiers morts, à mille également le nombre des carabiniers tués, auxquels il faut ajouter mille cinq cents déserteurs. Il y eut aussi la résistance spontanée de groupes proches de l'UP et du MIR, dans le centre de Santiago et dans quelques usines où les ouvriers se battirent.

● A quoi peux-tu attribuer une telle déroute de la gauche et son échec militaire alors qu'elle bénéficiait d'un appui important dans le peuple ?

F.S. — La coexistence, à l'intérieur du camp socialiste, de deux stratégies a diminué énormément la capacité d'analyse du problème militaire. La commission politique du MAPU a déclaré, depuis la clandestinité, que l'impossibilité d'imposer une stratégie clairement révolutionnaire au sein de la gauche et, en même temps, l'absence d'une avant-garde politique militaire, ont été la cause principale de la déroute partielle et du retrait momentané du processus révolutionnaire entamé par le prolétariat chilien. Il ne s'agissait pas de parvenir à une « démocratie avancée » moyennant quelques changements à la légalité bourgeoise par le biais d'une révolution populaire anti-impérialiste, anti-oligarchique et antimonopoliste qui aurait assuré, durant cette étape, les conditions favorables à une lutte armée future pour la prise du pouvoir et la construction du socialisme. Selon no-

tre parti et également d'autres secteurs de la gauche, le caractère de la révolution chilienne devait s'affirmer dès le départ comme socialiste. Le processus, même s'il passait par des étapes, devait s'orienter dès le début vers la destruction de l'Etat bourgeois sous la direction permanente du prolétariat.

● ... et ça n'a pas été le cas...

F.S. — Pas du tout. La stratégie consistait à s'appuyer d'une manière bureaucratique et par des moyens populistes sur les « classes moyennes », plutôt que sur le pouvoir populaire qui surgissait avec force, surtout dans les cordons et les commandos. Ainsi, on s'attacha peu à la préparation militaire du peuple et on s'en remit à la fois à l'adhésion des forces armées à la constitution et aux principes démocratiques.

● Comment le MAPU conçoit-il aujourd'hui la résistance ?

F.S. — L'inexistence d'une avant-garde politique organisée est une des principales faiblesses du processus chilien, et quand nous parlons de résistance aujourd'hui, on ne peut laisser de côté ce problème fondamental.

Nous, nous croyons que la résistance doit passer par des étapes qui nous semblent essentielles. Aujourd'hui qu'une répression sauvage est tombée sur les partis populaires et les organisations de la classe ouvrière, nous avons développé un repli tactique ; le travail principal durant cette phase ayant comme objectif la réorganisation des détachements de la classe ouvrière en vue d'une action conjointe sur le plan idéologique pour aboutir à la formation d'un parti homogène, avec un programme politico-militaire et une organisation forte.

La seconde étape de la résistance portera sur l'action de masse à tous les niveaux et, par conséquent, le rôle du parti d'avant-garde sera de développer une vaste agitation à l'intérieur des masses, de faire de la propagande, de contrôler et diriger les expressions spontanées de la lutte des classes ; enfin, attaquer les flancs les plus faibles — celui de l'économie principalement — pour produire une vaste mobilisation permettant de passer à une troisième phase, la résistance armée. Il s'agira alors, vraisemblablement, étant donné les conditions politiques, économiques, militaires, géographiques, d'une guerre du peuple prolongée.



Santiago : une lutte tout à fait différente.

● A quel stade en êtes-vous des contacts entre les composantes de cette avant-garde ?

F.S. — C'est bien là notre problème central, celui qui nous préoccupe le plus aujourd'hui. A cet égard, notre parti a eu des conversations avec le PC, le PS et le MIR et leur a fait quelques propositions concrètes. Mais, par-dessus ça, commence déjà à se développer, aux niveaux régionaux et locaux, la coordination des directions politiques en vue d'une fusion ultérieure, non seulement des directions, mais aussi des cellules de base.

Sans négliger l'importance de la formation d'un front démocratique anti-fasciste, nous croyons que l'erreur serait grave de centrer le problème de la révolution chilienne uniquement là-dessus, puisque la lutte pour la démocratie au Chili se confond aujourd'hui avec la lutte pour le socialisme, ce qui détermine une lutte tout à fait différente.

● Le problème de l'armée reste entier sinon plus grave que jamais, maintenant que le fascisme militaire se donne libre cours. Comment l'abordez-vous aujourd'hui ?

F.S. — L'Unité populaire a fait reposer toute la conception militaire de défense du gouvernement sur l'appui du secteur constitutionnaliste des officiers. Cette tactique avait donné, partiellement, de bons résultats jusqu'au départ de Prats. En effet, plusieurs tentatives de coups d'Etat — l'opinion internationale connaît seulement celle du 29 juin — ont échoué grâce à la fidélité de ce secteur. Cette stratégie, cependant, rendait difficile toute action au sein de l'armée : on ne peut en effet s'appuyer sur le secteur démocratique de l'armée (secteur non marxiste et donc nullement disposé à appuyer une prise de pouvoir totale de la gauche) et pénétrer l'armée sans entrer en contradiction avec ce secteur démocratique.

Cette stratégie nous obligeait donc à dépendre de ce secteur et empêchait de consolider l'alliance entre les secteurs populaires de l'armée et le peuple lui-même ; tandis que l'action de la bourgeoisie, dont est issu le corps d'officiers, radicalisait ceux-ci dans le sens de la droite. C'est ce qui a provoqué l'éviction de Prats, pourtant le plus brillant et le plus prestigieux général chilien. Même dans la perspective qu'avaient choisie les secteurs hégémoniques de l'Unité populaire, de graves erreurs furent commises : il eut fallu mettre à la retraite les géné-

raux fascistes dès le début de 1973, empêcher et réprimer la campagne contre Prats, en bref nettoyer l'armée. Cela aurait peut-être pu déclencher la guerre civile, mais les conditions auraient été bien différentes de celles du 11 septembre.

Ce qui s'est passé à l'intérieur de la marine avant le putsch, les manifestations au sein de l'aviation, la résistance d'importants secteurs de la gendarmerie et d'officiers de l'armée, ainsi que le très grand nombre de déserteurs et les complicités évidentes de militaires avec la gauche persécutée aujourd'hui, tout cela montre qu'il était possible de travailler plus efficacement dans une autre perspective.

C'est à présent la tâche du parti révolutionnaire, compte tenu de l'importance d'hommes comme Prats et d'autres officiers loyaux, et également du phénomène de décomposition que la politique de la junte produit maintenant au sein de l'armée. Le problème de la définition du pouvoir dans la junte elle-même est un facteur qui contribue déjà à cette décomposition.

● L'opinion internationale concernée semble déjà moins attentive au d'ame chilien ; or, vous attendez encore beaucoup d'elle...

F.S. — L'action anti-junte sur le plan international a empêché que le massacre prenne des proportions beaucoup plus amples, sans toutefois avoir fait modifier substantiellement la politique de la junte qui dispose d'une base d'appui au Chili qu'il ne faut pas nier ni minimiser. Cette action internationale a été heureusement appuyée par celle de plusieurs ambassades en vue de protéger les persécutés. Les ambassadeurs de Suède et du Mexique ont été les plus courageux et ont été suivis par d'autres. Nous avons déploré la faible réaction du gouvernement français et de son ambassade dans les premières semaines. Cela ne correspond pas à l'opinion publique française. Il appartient aux militants français d'en tirer les enseignements.

La junte, de son côté, a annoncé l'envoi d'ambassadeurs particuliers, comme Vilarin, le président des camionneurs, et d'autres fascistes notoires. Nous sommes sûrs qu'ils seront reçus comme ils le méritent. Et, à notre avis, l'annonce d'une manifestation d'Ordre nouveau pour appuyer la junte chilienne est une initiative qui mérite le même accueil.

Propos recueillis par Gérard BOREL. □

# GRECE

## DES HOMMES



## ET DES CHARS

Il y a deux semaines, nous avons salué dans « T.S. » la levée d'une espérance nouvelle en Grèce, à la suite de l'importante manifestation qui avait pris pour prétexte l'anniversaire de la mort de Papandréou. Nous y avons vu un coup très sérieux porté au régime des colonels. Déjà l'an dernier, d'importantes manifestations étudiantes, suivies du cortège d'emprisonnement et de tortures coutumières à ce régime, avaient sonné le réveil d'une opposition grecque. Ce qui s'est passé en cette fin de semaine dépasse en ampleur comme en tragique, les premiers signes de ce réveil : le mouvement populaire né à l'école polytechnique d'Athènes restera comme l'un des épisodes marquants de la lutte des révolutionnaires et des démocrates contre le fascisme.

DES dizaines de milliers d'étudiants et de travailleurs (notamment du bâtiment) ont déferlé dans Athènes et affronté avec un courage fantastique les forces de police, vite relayées par l'armée et les blindés. On assiste à une véritable émeute populaire, qui a bénéficié du soutien actif de la population, protégeant les manifestants, ou leur fournissant des matériaux pour allumer des incendies ou dresser des barricades.

La junte — comme ce mot-là résonne mal, décidément — grecque peut bien, dans un communiqué, dénoncer les « vingt mille anarchistes opposés au bien public », elle ne donne le change qu'à elle-même. Sa position est plus que fortement entamée dans l'opinion publique, comme le récent référendum-farce de Papadopoulos l'avait prouvé (très large abstention dans les villes).

### la comptabilité des assassins

A ce soulèvement populaire, les hommes au pouvoir en Grèce ont répondu comme il se doit : arrachant leurs masques de « démocrates » à peine enfilés d'ailleurs, ils ont fait donner la troupe, le fusil, le canon. Sauvagement matraqués, pourchassés, travailleurs et étudiants ont pourtant fait front.

Ce n'est pas notre habitude, ici, de parler d'héroïsme. Mais trouver un mot plus fort que courage ?

Le résultat, pour les fascistes grecs, est à la mesure des moyens mis en

jeu : un bilan officiel de 9 morts, qui est un mensonge éhonté de plus (les hôpitaux font état de plus de 200 morts à l'heure actuelle) ; le couvre-feu après 15 heures ; le « rétablissement » de la censure — a-t-elle jamais été abolie ? — le pouvoir rendu aux militaires, aux « durs ». Comme au Chili, mieux qu'au Chili ? Un jour faudra-t-il tenir la comptabilité des assassins ?

Et de nouveau le silence qui s'appesantit sur la Grèce, comme il s'est alourdi à Santiago. Chili, Grèce, peuples en lutte, unis par un même destin, le même adversaire aidé de mêmes complices : les Etats-Unis, et, d'une manière générale, tous les régimes qui acceptent de collaborer avec la vermine. Et le nôtre : comme d'habitude au premier rang. Ce sont là les faits. Il faut, douloureusement, en tirer la leçon.

D'autres que nous, en effet, tentent déjà d'accréditer la thèse selon laquelle l'émeute de ce week-end serait une erreur politique grave, à un moment où le régime donnait des signes de libéralisation. Certains, peut-être, iront jusqu'à parler de provocation. Sur quoi s'appuient-ils ? Regardons plutôt qui s'appuie sur eux : une condamnation « pour la forme » du comportement de la police et de l'armée, vendredi, samedi et dimanche, assortie de « regrets » quant à l'impatience des étudiants ferait bien l'affaire des colonels, obligés de se démasquer à chaque tentative de contestation de leur pouvoir. On va voir fleurir les analyses selon lesquelles la démocratisation en Grèce était un processus « en marche », mais que cette marche, pour éviter les à-coups, devrait être « prudente ».

On va nous fabriquer une « opposition de tendances » au sein de la junte, on va tenter de nous prouver que l'entrée de quelques civils au gouvernement était une large « ouverture » de la vie publique en Grèce. Comme si tout cela n'était pas deux faces d'une même réalité, à savoir le désir pour une oligarchie financière toute-puissante (notamment les armateurs) de conserver son pouvoir — à n'importe quel prix.

### réveils sanglants

Coup d'Etat de 1967, parce que la gauche avait une chance d'accéder au pouvoir, fascisme maintenu depuis pour extirper les opposants et endormir le peuple grec. Début de façade démocratique en 1973 (six ans après !) lorsque les colonels ont vu que cette deuxième étape était franchie, et dans le souci de présenter un « visage européen » convenable : une

ouverture vite refermée, et de la manière qu'on sait à présent.

Nous l'avons déjà dit à propos du Chili : lorsqu'un régime est caractérisé par une telle inégalité des conditions, un tel décalage des niveaux de revenus, un tel accaparement de la propriété par quelques-uns, c'est-à-dire, lorsque la lutte des classes, avivée par les affrontements de la guerre civile pasée comme en Grèce, trouve ses conditions d'épanouissement maximum, il ne reste plus à la classe dominante qu'un moyen de conserver son pouvoir : c'est le fascisme, soit l'apparition d'un régime autoritaire, policier, rétrograde, le plus souvent sans idéologie, et, de plus en plus, mis au service d'intérêts économiques et financiers géants, ceux des trusts internationaux.

En Grèce comme dans d'autres pays, la protection de ces intérêts est assurée par un régime fasciste, qui les garantit contre les troubles sociaux et assure la croissance rapide de leurs profits. Ces gens-là — les dirigeants de grandes entreprises — ne sont pas des démocrates, ni des libéraux, ou bien, quand cela les arrange. Et en Grèce, ça ne les dérange pas. Alors, ils sont du côté du fascisme.

Comme les mafiosi dans le film de Rosi « Lucky Luciano », ils sont « du côté du pouvoir ». Sauf quand le pouvoir tente de réaliser le socialisme, comme au Chili. Et c'est parce que le peuple grec s'est réveillé, parce qu'il a prouvé — par le sang — qu'il voulait se battre pour sa liberté, que la Grèce retourne au fascisme qu'elle n'avait pas vraiment quitté.

Cela, il nous faudra le dire, car il n'est décidément pas tolérable que tant de mensonges se répandent, que tant de fils se tissent pour enserrer notre liberté de jugement, et que l'on essaie de salir d'autres combattants de la liberté. C'est ainsi que commence l'entreprise de ceux qui voudraient nous distiller, goutte à goutte, ce fascisme larvé auquel on s'habitue, ce fascisme ensommeillé aux réveils sanglants.

### une véritable solidarité

Etre vigilants, et lutter. Pour nous qui n'avons pas encore comme nos camarades grecs, le dos au mur, c'est une grande responsabilité. En particulier celle de préparer, face à la grande internationale des fascismes qui, semble-t-il, ne cesse de progresser, une véritable solidarité européenne.

Cela conduit à prendre tous les contacts nécessaires et agir de concert avec les mouvements progressistes d'Europe pour dénoncer la junte grecque, boycotter sa tentation d'entrée dans la C.E.E. Jeter les bases d'une Europe socialiste, c'est aussi et avant tout identifier l'adversaire et refuser ses méthodes. Plus simplement, c'est refuser qu'il existe : il n'y a de bon fascisme qu'éteint.

Daniel LENEGRE ■

# 561 abonnements nouveaux depuis le début de la campagne ! on continue !

un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 40 F  
(pour un an, c'est donné !)

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015 Paris  
C.C.P. Paris 5.826.65